



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
14 mars 2017
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention

Dix-septième à dix-neuvième rapports périodiques des États
parties attendus en 2016

Israël^{*, **}

[Date de réception : 2 mars 2017]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.
** Les annexes peuvent être consultées dans les archives du secrétariat du Comité.



Introduction

1. Le Gouvernement israélien se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de présenter son rapport valant dix-septième à dix-neuvième rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ci-après le Comité) conformément au paragraphe 1 b) de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après la Convention).
2. Conformément au paragraphe 38 des observations finales du Comité en date du 9 mars 2012 (CERD/C/ISR/CO/14-16), tous les ministères et institutions du Gouvernement israélien liés à ce rapport ont été priés de présenter des données et renseignements concernant leurs domaines de compétence. En outre, conformément au paragraphe 32 des observations finales du 9 mars 2012, des organisations non gouvernementales israéliennes (ONG) ont également été invitées à fournir des informations et commentaires avant l'établissement de ce rapport.
3. Le présent rapport a été élaboré par la Direction du conseil et de la législation (droit international) du Ministère de la justice, en coopération avec d'autres ministères et organes gouvernementaux.
4. La discrimination raciale est interdite en Israël. L'État la condamne sous toutes ses formes, et le Gouvernement a toujours eu pour principe de la proscrire. Il prend toutes les mesures requises pour assurer le respect des dispositions de la Convention depuis sa ratification.
5. Concernant le paragraphe 33 des observations finales en date du 9 mars 2012, Israël étudie régulièrement sa position en considération de l'article 14 de la Convention mais, compte tenu de l'expérience d'autres États et des travaux du Comité en cours, ne juge pas opportun de faire cette déclaration facultative à ce stade. Dans le cadre de son système juridique interne, toute victime présumée de violations peut pleinement bénéficier de mesures de réparations effectives et d'une révision judiciaire devant les tribunaux israéliens, ainsi que devant nombre d'autres instances, comme il ressort du document de base d'Israël.
6. En réponse à la lettre du Comité datée du 7 mars 2014, Israël précise ce qui suit : concernant le paragraphe 16 des observations finales du 9 mars 2012, relatif aux informations sur les prestations liées au service militaire, les quatorzième à seizième rapports de 2010 (CERD/C/ISR/14-16) comportent de telles informations présentées de manière circonstanciée (voir les paragraphes n° 546 à 549) et le présent rapport contient des données complémentaires sur d'autres dispositions législatives ; concernant le paragraphe 18 des observations finales relatif à la loi n° 5763-2003 sur la citoyenneté et l'entrée en Israël (disposition temporaire), se reporter aux paragraphes 181 à 190 ci-après ; et concernant le paragraphe 30 des observations finales, se reporter aux paragraphes 15, 115 à 121, 334 à 356, et 422 ci-après.

I. Mesures législatives

7. Depuis la présentation des quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël, le Parlement israélien (la « Knesset ») a adopté des mesures notables pour promouvoir la tolérance et l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes. On trouvera ci-après quelques exemples à ce sujet qui méritent d'être mentionnés.
8. Concernant le paragraphe 30 des observations finales du 9 mars 2012, Israël se réjouit d'annoncer qu'en mars 2016 son Gouvernement a ratifié le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
9. Des informations détaillées sur d'autres textes législatifs concernant l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes figurent tout au long de ce rapport.

II. Mesures judiciaires

10. Les tribunaux israéliens, sous l'égide de la Haute Cour de justice (HCJ), continuent de jouer un rôle crucial dans la défense et la promotion des droits de l'homme au sein de la société israélienne. En matière pénale, un certain nombre d'affaires portant sur l'incitation au racisme et la commission d'actes racistes ont été jugées par la Cour suprême et des juridictions inférieures, et ont généralement abouti à une condamnation. Plusieurs parties de ce rapport comportent des précisions sur les décisions judiciaires à cet égard.

III. Mesures administratives

11. Le 6 avril 2016, le Comité ministériel en charge des symboles et cérémonies a approuvé la liste des personnalités sélectionnées pour allumer les douze torches lors de la cérémonie d'ouverture des festivités nationales organisées à l'occasion du 68^e anniversaire de l'indépendance d'Israël. Cette liste comptait des membres des communautés arabe et chrétienne : Annan Falah, militante en vue très active dans le domaine de l'autonomisation des femmes en Israël, et le prêtre grec-orthodoxe Gabriel Naddaf, l'un des dirigeants du groupe ethnique des Araméens, acteur central du renforcement des relations entre juifs et chrétiens en Israël et à l'étranger.

La population éthiopienne

12. Le 9 février 2014, le Gouvernement a adopté la décision n° 1300, par laquelle il charge le Ministère de l'Alya et de l'intégration, en collaboration avec d'autres ministères concernés, de proposer une nouvelle politique pour améliorer et promouvoir, autant que faire se peut, l'intégration des citoyens israéliens d'origine éthiopienne dans la société israélienne. Pour des informations plus détaillées concernant cette politique gouvernementale, se reporter à l'article 2 ci-après.

La population arabe

13. Ces dernières années, le Gouvernement a fait de grands progrès pour améliorer la représentation des populations minoritaires au sein de la fonction publique et des entreprises de l'État. Ainsi, il a mis en place des programmes d'action positive et prescrit des objectifs visant à accroître sensiblement le nombre des employés issus des minorités dans la fonction publique. D'autres informations concernant les décisions gouvernementales n° 922, 2365 et 1052 figurent dans ce rapport.

14. Par ailleurs, le Gouvernement se préoccupe activement des droits des travailleurs migrants. Des changements ont été mis en œuvre afin de protéger pleinement leurs droits, en particulier vis-à-vis de leurs employeurs. Cette évolution est due en grande partie à une réforme des pratiques en matière d'emploi, qui permet aux travailleurs étrangers de mieux connaître leurs droits et crée, au sein des pouvoirs publics concernés, des sections d'application spéciales.

15. Conférence nationale pour l'intégration de la population arabe dans le Ministère de la justice et la fonction publique. Le 30 septembre 2014 à Haïfa, le Ministère de la justice a organisé une conférence nationale destinée à favoriser l'intégration, en son sein, d'étudiants, d'avocats et de personnes ayant suivi un enseignement universitaire qui sont issus de la population arabe, notamment les Druzes et les Circassiens. Des représentants du Ministère ont présenté la liste des postes vacants et expliqué comment y postuler.

16. Une conférence similaire pour l'intégration des populations arabe et éthiopienne et celle des personnes handicapées s'est tenue le 28 décembre 2015 à l'Université de Tel-Aviv.

17. La campagne et la permanence téléphonique du Ministère de la justice contre la discrimination et le racisme. En janvier 2014, le Ministre de la justice a lancé une campagne publique destinée à rappeler à la population en général que la discrimination et le

racisme ne sont pas seulement répréhensibles moralement, mais qu'ils constituent également une infraction pénale. Dans le cadre de cette campagne, le Ministère a mis en service un numéro de téléphone spécial pour fournir des informations et une assistance aux personnes touchées par de tels actes. Il a également créé un site Internet comportant des informations sur les dispositions législatives et réglementaires relatives à la discrimination et au racisme, les décisions judiciaires afférentes, et les moyens de contacter les autorités compétentes. Par ailleurs, en juillet 2014, le thème de l'incitation a été ajouté aux questions traitées par cette permanence. En mars 2016, 1 340 courriels et plusieurs milliers d'appels faisant état d'incitation à de tels actes avaient été reçus. Environ 543 de ces courriels ont été transmis à la police.

IV. Autres mesures et informations

Diffusion des conventions relatives aux droits de l'homme

18. Depuis septembre 2014, les audiences de la Cour suprême portant sur les questions constitutionnelles font l'objet d'une diffusion publique et sont accessibles par le biais de médias électroniques (télévision, radio et Internet). Le premier projet pilote a pris fin en juillet 2016 et un appel d'offres pour poursuivre cette diffusion a été lancé.

19. En mai 2013, le conseil de l'Université de Haïfa a institué trois nouveaux jours de congé pour les principales fêtes des religions chrétienne, musulmane et druze, à savoir Noël, l'Eïd al-Fitr et l'Eïd al-Adha, respectivement. Cette décision a été prise avec la participation de représentants étudiants.

20. Plusieurs projets visant à promouvoir la compréhension, la tolérance et l'amitié au sein des nations et des populations ont été mis en œuvre en Israël ; à titre d'exemple, la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 19) mentionne deux projets remarquables en la matière.

21. Concernant le paragraphe 12 des observations finales du 9 mars 2012, le tableau n° 1 de l'annexe n° I à ce rapport comporte des informations sur la composition de la population juive en Israël.

22. Ce rapport porte sur les principales questions liées à la Convention qui se posent depuis qu'Israël a présenté ses quatorzième à seizième rapports périodiques, ainsi que sur les préoccupations dont le Comité a fait état à sa dernière session. Nous espérons pouvoir poursuivre notre dialogue fructueux avec les membres éminents du Comité.

Article 2

A. Cadre légal visant à éliminer la discrimination raciale

23. La discrimination raciale est interdite en Israël conformément à l'article 2, paragraphe 1 a) de la Convention. Plusieurs lois fondamentales, instruments législatifs et décisions judiciaires permettent de garantir ensemble qu'aucune administration ni institution publique ne se livre à des actes ou pratiques de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes ou institutions. Cette interdiction s'applique avec la même force à l'échelle nationale et locale, et toutes les administrations et institutions publiques sont tenues de s'y conformer.

24. Des informations sur les nouvelles lois et modifications juridiques figurent tout au long de ce rapport.

B. Informations détaillées spécifiques concernant l'élimination de la discrimination raciale

1. Mesures visant à empêcher la discrimination de la part de toutes les administrations et institutions publiques

I. Mesures législatives relatives à la période considérée dans les rapports

25. Le 11 juillet 2011, la Knesset a approuvé la modification n° 3 de la loi n° 5761-2000 relative aux droits des élèves, qui ajoute l'origine nationale à la liste des motifs considérés comme discriminatoires à l'égard des élèves.

II. Mesures judiciaires

26. Pour une jurisprudence détaillée incluant des décisions qui font date contre certaines pratiques discriminatoires d'organismes gouvernementaux et de particuliers, se reporter à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 3).

III. Mesures administratives

27. Pour des informations sur la décision d'avril 2016 du Comité ministériel en charge des symboles et cérémonie, voir l'introduction ci-dessus.

28. Représentation de la population arabe au sein de la fonction publique en Israël. Les données font apparaître une hausse régulière des taux d'emploi des Arabes, des Druzes, des Bédouins et des Circassiens dans la fonction publique. Pour des données spécifiques, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 2). Pour des informations complémentaires, voir l'article 5 ci-après.

29. Le pouvoir judiciaire. Ces dernières années, le nombre de femmes et de citoyens arabes travaillant dans le système judiciaire israélien a considérablement augmenté. Pour des données spécifiques, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 2).

30. Les entreprises publiques. On constate une hausse constante de la représentation de la population arabe dans les entreprises publiques. Pour plus de précisions, il convient de se reporter à l'article 5 C 2) ci-après (p. 19).

2. Interdiction d'encourager ou de défendre la discrimination pratiquée par des personnes ou des organisations

31. Aucun changement n'est intervenu dans ce domaine depuis la présentation des quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël (ci-après Inchangé).

3. Mesures prises pour revoir, modifier, abroger ou annuler les politiques gouvernementales, nationales et locales qui ont pour effet de créer la discrimination raciale ou de la perpétuer

Amélioration des infrastructures dans les agglomérations arabes d'Israël

Plan d'urbanisme pour la population arabe

32. Ces dernières années, le département d'urbanisme du Ministère de l'intérieur a entrepris un vaste projet de mise à jour des plans d'urbanisme pour la majorité des localités arabes. Bien qu'il incombe aux collectivités locales d'engager et de soutenir les mesures d'aménagement à leur échelle, le gouvernement a décidé de mettre en chantier et financer ce projet pour les localités arabes qui ne sont pas en mesure de le faire elles-mêmes. Pour des informations supplémentaires à ce sujet et sur la mise en œuvre des plans d'aménagement, voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 19).

Remèdes aux problèmes de logement

33. En juillet 2015, le Gouvernement a approuvé un ensemble de recommandations concernant les problèmes de logement dans les localités arabes (décision n° 208). Pour plus d'informations sur cette décision, voir la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 37).

Traduction en arabe des informations relatives à l'urbanisation

34. Actuellement, les appels d'offres pour la location ou la vente de lots de terre et de logements ne sont pas traduits en arabe. Toutefois, le Ministère de la construction et du logement a créé un site Web spécifique en arabe, qui comporte les mêmes renseignements que ceux figurant sur le site Web en hébreu ainsi que des précisions supplémentaires destinées tout particulièrement à la population arabe. Ces informations portent sur le programme gouvernemental pour la construction de logements abordables (intitulé « Un prix pour les résidents »), la procédure pour participer et l'amélioration de la participation à ce programme, les avantages financiers, les spécifications techniques des appartements proposés, etc.

35. En outre, en 2015 et 2016, le Ministère a lancé de vastes campagnes à destination de la population arabe pour faire connaître le projet « Un prix pour les résidents » à Nazareth et Sakhnin. Il continue d'œuvrer à promouvoir l'accessibilité linguistique pour la population arabe.

Aménagement et construction dans les quartiers Est de Jérusalem

36. En partenariat avec les résidents, la municipalité de Jérusalem a entrepris de réaménager un certain nombre des quartiers Est (notamment Beit-Hanina, Shuafat, Al-Issawiya, Silwan, le secteur arabe d'as-Sawahra, Sur Baher, Ras al-Amoud et Al-Muntar). Elle a investi plusieurs millions de nouveaux shekels israéliens dans ce processus et mis en place un nouveau dispositif simplifiant la marche à suivre pour justifier des droits de propriété foncière dans ces quartiers. Ce dispositif fait intervenir un comité professionnel composé de représentants de la municipalité et de dirigeants des communautés locales, et permet de faciliter la procédure d'obtention de permis de construire.

37. Traduction en arabe des documents d'urbanisation déposés au titre de la loi n° 5725-1965 relative à la planification et la construction. Pour une jurisprudence en la matière, voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 4).

4. Mesures tendant à mettre fin à la discrimination pratiquée par des personnes ou par des organisations

38. Le racisme sous ses diverses manifestations est considéré comme une infraction pénale en Israël, comme le précise l'article 4 ci-après.

I. Mesures législatives

A. Accroissement de la représentation proportionnelle

Fonction publique

39. En janvier 2012, le Gouvernement a adopté la loi n° 5772-2012 (modifications législatives) relative à l'amélioration de la représentation des membres de la communauté druze dans la fonction publique. Cette loi élargit le dispositif actuel d'action positive applicable aux personnes de la communauté druze, en imposant aux entreprises publiques de plus de 50 salariés, ainsi qu'aux municipalités dans lesquelles au moins un dixième des résidents, mais pas plus de 50 %, sont Druzes, d'appliquer les dispositions de la loi en matière d'action positive à l'égard des membres de la communauté druze, pour tous les postes et à tous les échelons.

40. La loi n° 5771-2011 (modifications législatives) relative à l'amélioration de la représentation des membres de la communauté éthiopienne dans la fonction publique a été promulguée le 28 mars 2011. Cette loi élargit considérablement le dispositif actuel d'action positive applicable aux personnes nées en Éthiopie ou dont au moins un parent y est né, en

imposant aux ministères et aux organismes et entreprises publics de plus de 50 salariés, ainsi qu'aux municipalités, d'appliquer les dispositions de la loi en matière d'action positive à l'égard des personnes d'origine éthiopienne, pour tous les postes et à tous les échelons. Par ailleurs, la loi impose aux entreprises et municipalités de favoriser la représentation appropriée des employés d'origine éthiopienne sur leur lieu de travail. Ces prescriptions valent pour tous les types de postes vacants, ainsi que pour les promotions au sein des entreprises publiques et des municipalités.

II. Mesures judiciaires

Interdiction de la discrimination de la part d'entreprises privées

41. Pour une jurisprudence en la matière, voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 5).

III. Mesures administratives

Office pour le développement économique de la population arabe, y compris les Druzes, les Bédouins et les Circassiens (ci-après « l'Office »)

42. L'Office est une entité polyvalente qui conduit les changements de politique. Il est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes des pouvoirs publics, et s'occupe de leur coordination et leur suivi, pour le bien de la population arabe.

43. L'Office dirige des projets économiques et sociaux en collaboration avec des organismes gouvernementaux et municipaux, ainsi que des organisations de la société civile, notamment un fonds d'investissement d'un montant total de 177 millions de nouveaux shekels israéliens (46,5 millions de dollars des États-Unis) et un fonds de bourses pour les étudiants arabes qui s'élève à 15 millions de nouveaux shekels israéliens (3,95 millions de dollars). Le budget pour les programmes des pouvoirs publics dirigés par l'Office se monte à environ 3 milliards de nouveaux shekels israéliens (789,5 millions de dollars). Le paragraphe ci-dessous cite plusieurs exemples de décisions gouvernementales supervisées par l'Office.

44. Le Gouvernement israélien a approuvé les décisions suivantes : le 2 juin 2016, la décision n° 1480 intitulée « Plan du gouvernement pour l'autonomisation et le renforcement socio-économique des localités bédouines dans le nord d'Israël pour les années 2016-2020 » ; le 31 décembre 2015, la décision n° 922 intitulée « Activités du Gouvernement pour le développement des populations minoritaires pour les années 2016-2020 » ; le 21 décembre 2014, la décision n° 2365 intitulée « Plan gouvernemental pour le développement des localités où vivent des minorités (y compris les collectivités locales arabes, bédouines, druzes et circassiennes) en 2015 » ; et le 15 décembre 2013, la décision n° 1052 intitulée « Plan pluriannuel pour le développement et le renforcement des localités druzes du Golan pour les années 2014-2017 ». Pour des précisions sur ces décisions, se reporter à la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 38).

45. L'Office fournit une assistance supplémentaire aux collectivités locales arabes dans divers domaines, depuis la manière de postuler en bonne et due forme pour les subventions publiées chaque année par les ministères et autres entités publiques jusqu'à une meilleure utilisation des subventions accordées.

Action positive dans l'enseignement supérieur

46. En décembre 2015, le Conseil de l'enseignement supérieur a publié un appel à propositions pour la création et l'administration d'un collège universitaire financé par l'État dans une localité arabe du nord d'Israël. Cet institut permettra à la population arabe vivant dans cette région – en particulier les femmes – d'accéder plus facilement à l'enseignement supérieur.

47. En 2014, le Ministère de l'éducation et le Conseil de l'enseignement supérieur, conjointement avec le Fonds pour l'octroi de bourses Iratika et d'autres bienfaiteurs et donateurs privés, ont proposé 650 bourses d'études à des élèves du premier degré issus de la population arabe (y compris des élèves druzes et circassiens) pour l'année scolaire 2015.

En 2014, 650 bourses avaient été attribuées pour un montant total de 6,5 millions de nouveaux shekels israéliens (1,7 millions de dollars). Les préparatifs sont en cours pour l'attribution de la seconde série de bourses destinées à quelque 650 nouveaux bénéficiaires.

5. Mesures visant à inciter les ONG à promouvoir la compréhension mutuelle

48. Un certain nombre d'organisations en Israël s'efforcent d'améliorer la compréhension et la coexistence interculturelles. Comme il est indiqué dans l'article 7 ci-après, leurs activités vont des orchestres de jeunes aux centres éducatifs, tels que Givat Haviva, etc.

C. Informations relatives aux institutions nationales des droits de l'homme

49. Pour des informations sur les dispositifs de protection des droits de l'homme, se reporter au document de base d'Israël de 2008 (HRI/CORE/ISR/2008) et au document de base modifié en 2014 (HRI/CORE/ISR/2015) (article 2 IV A, vi) à xiii).

Les Bédouins du Néguev

50. La population bédouine vit tant dans le nord que dans le sud du pays. Le Gouvernement israélien a instauré un certain nombre de plans destinés à répondre à leurs préoccupations et besoins, exposés dans l'article 5 ci-dessous. Ces plans ont principalement pour objectif de favoriser l'intégration durable de la population bédouine, tout en préservant ses coutumes et modes de vie traditionnels. Ils reposent tous sur une participation active des communautés concernées.

Amélioration de l'intégration de la population éthiopienne dans la société israélienne

51. Le 9 février 2014, le Gouvernement a adopté la décision n° 1300, par laquelle il charge le Ministère de l'Alyá et de l'intégration, en collaboration avec d'autres ministères concernés, de proposer une nouvelle politique destinée à améliorer et promouvoir, autant que faire se peut, l'intégration des citoyens israéliens d'origine éthiopienne dans la société israélienne. Le 31 juillet 2015, il a adopté la décision n° 324, posant ainsi les jalons de la politique gouvernementale qui vise à cette amélioration. Pour plus d'informations sur ces décisions et sur les décisions gouvernementales n° 609 et 1107, voir la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 40).

52. Ce projet bénéficie d'un budget total d'environ 500 millions de nouveaux shekels israéliens (130,2 millions de dollars). L'administration des projets s'emploie actuellement à recruter du personnel pour sa mise en œuvre.

Équipe interministérielle chargée de constituer un plan d'action pour venir à bout du racisme à l'égard des personnes d'origine éthiopienne

53. Le 18 janvier 2016, le Comité ministériel pour la promotion de l'intégration des citoyens israéliens d'origine éthiopienne dans la société israélienne a approuvé une décision par laquelle le Directeur général du Ministère de la justice se voit confier la tâche de constituer et diriger une équipe interministérielle chargée d'établir un plan d'action pour venir à bout du racisme à l'égard des personnes d'origine éthiopienne. Pour plus de précisions sur cette équipe, voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 21).

Article 3

54. Le Gouvernement israélien et la société israélienne ont toujours considéré l'apartheid comme une ignominie. L'apartheid n'a jamais été pratiqué en Israël, où il n'existe aucune restriction quant au choix du lieu de résidence ni aucune ségrégation.

Article 4

A. Action pénale contre le racisme

I. Législation

55. Inchangé.

II. Directives du Procureur de l'État – Le Département des fonctions spéciales

56. En 2012, le Procureur de l'État a publié une directive intitulée « Infractions commises avec un mobile idéologique ou nationaliste », qui met l'accent sur le recours à la disposition de la loi pénale prévoyant le doublement de la peine maximale fixée pour une infraction à caractère raciste ou encore motivée par des sentiments hostiles envers un groupe de population. En outre, les districts relevant du Bureau du Procureur de l'État ont été priés de superviser personnellement chaque affaire d'infractions idéologiques ou nationalistes. Les contrôles complémentaires et la responsabilité finale concernant la prise de décision dans de telles affaires incombent au Procureur adjoint de l'État (fonctions spéciales).

III. Perspectives judiciaires

57. En 2012, le Département des fonctions spéciales du Bureau du Procureur de l'État a permis des dizaines de mises en accusation dans des affaires d'infractions motivées par le racisme ou des sentiments d'hostilité. Des propos tenus par plusieurs rabbins ont fait l'objet d'enquêtes. De plus, un institut d'enseignement religieux a été fermé car son programme éducatif incitait à la violence, et il a été mis fin au financement d'un autre institut d'enseignement religieux pour les mêmes motifs.

58. Outre ces mesures, depuis 2012 le personnel du Département des fonctions spéciales œuvre pour que le motif de crime de haine – une circonstance aggravante qui s'applique aux infractions motivées par le racisme ou commises par hostilité envers une certaine population – soit plus fréquemment retenu dans le cadre d'infractions pénales conformément à l'article 144 f) de la loi pénale. Au cours des dernières années, le Bureau du Procureur de l'État a approuvé la prise en compte de cette circonstance dans de nombreuses affaires, qui permet à l'accusation de demander le double de la peine prévue pour l'infraction spécifiée dans l'acte d'accusation.

59. Plusieurs exemples notables de décisions judiciaires liées à des poursuites pénales pour racisme figurent dans la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 6).

Incitation au racisme et à la violence sur Internet

60. Le Département des fonctions spéciales s'occupe également des poursuites pour incitation au racisme en général, et en particulier des cas d'incitation sur Internet.

61. La ligne d'action des pouvoirs publics concernant l'incitation sur Internet a changé et prévoit les mesures suivantes : une augmentation substantielle du nombre des instructions et mises en accusation concernant les infractions pour incitation au racisme ou à la violence ; la sensibilisation du public grâce une meilleure précision des « lignes rouges » du débat public légitime ; la nomination, dans chaque bureau de district du Procureur de l'État, de responsables autorisés à traiter ces affaires dans un court laps de temps ; le dépôt d'un acte d'accusation dans un délai d'un mois ; et la communication au public d'informations concernant ces mesures par le biais des médias. En conséquence, des dizaines de mises en accusation pour incitation sur Internet, principalement par le biais des médias sociaux, ont été prononcées.

62. En 2014, le nombre d'affaires d'incitation au racisme et à la violence a augmenté, avec plus de 200 procédures engagées en la matière, et 86 actes d'accusation au total. En 2015, on a enregistré 80 nouveaux actes d'accusation pour incitation au racisme ou à la violence et infractions commises pour des motifs raciaux.

IV. Mesures administratives

63. Application de restrictions concernant « l'association illicite » en tant qu'instrument juridique. Le 13 août 2013, le Ministre de la défense a déclaré que toute association de personnes – syndiquées ou non, y compris tout groupe, cellule, partenariat social, section, ou association analogue – utilisant l'étiquette « prix à payer » ou tout autre variante porteuse d'un sens analogue est une « association illicite » conformément à la Réglementation n° 84 du Règlement de la défense (état d'urgence) de 1945. En vertu de cette classification, une infraction commise sous cette étiquette peut être considérée comme une menace pour la sécurité, ce qui justifie, dans certaines circonstances, la prise de mesures spécifiques d'application de la loi, sous réserve d'un contrôle judiciaire. Par ailleurs, le fait que les auteurs d'attaques dites « prix à payer » soient considérés comme participant à une « association illicite » témoigne de la position sans équivoque d'Israël vis-à-vis de ce phénomène.

B. Motif fondé sur la race en tant que circonstance aggravante

64. La question du motif fondé sur la race en tant que circonstance aggravante est régie par l'article 144 f) de la loi pénale. Au 30 novembre 2016, 13 mises en accusation incluant le motif fondé sur la race avaient pu être prononcées. On comptait 24 instructions en la matière en 2015, et 41 en 2014. Depuis l'année passée, une procédure de jugement sur reconnaissance préalable de culpabilité nécessite un entretien avec le Procureur adjoint de l'État. Pour tout complément d'information, voir les quatorzième à seizième rapports d'Israël (par. 168).

D. Mesures judiciaires

65. Pour des informations détaillées sur les incitations et affaires relatives aux incitations à la violence, au racisme, ou à d'autres infractions graves à caractère raciste, se reporter au tableau n° 2 de l'annexe n° I et à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 6).

Article 5

A. Droit à un traitement égal devant les tribunaux nationaux

66. Le droit à un traitement égal pour tous indépendamment de la race ou l'origine ethnique est un principe fondamental en Israël. Tous les organismes publics et l'appareil judiciaire reconnaissent ce droit, et assurent et défendent l'égalité de traitement pour tous. Le Tribunal d'appel sur les décisions des tribunaux exerçant un contrôle des conditions de détention (article 13 w) de la loi n° 5712-1952 relative à l'entrée en Israël) détermine la procédure de nomination des juges sur la base d'un processus public d'examen et de sélection par un comité professionnel. En outre, le principe d'indépendance énoncé à l'article 3 de la loi n° 5752-1992 relative aux tribunaux administratifs s'applique au Tribunal d'appel.

67. Afin de garantir ce droit, une aide juridictionnelle est proposée gratuitement en Israël dans certaines conditions, aussi bien pour les procédures civiles que pénales.

68. L'Administration de l'aide juridictionnelle est un service qui fonctionne sous les auspices du Ministère de la justice. Sa fonction première est de fournir une aide juridictionnelle aux personnes qui n'ont pas les moyens d'exercer leur droit constitutionnel de recourir au dispositif judiciaire, sous réserve de certaines conditions et critères de recevabilité. Elle assure une représentation juridique en vertu des dispositions de la loi n° 5732-1972 relative à l'aide juridictionnelle et du règlement n° 5733-1973 relatif à l'aide juridictionnelle. Bien qu'il s'agisse d'un organe du Gouvernement, l'Administration jouit d'une certaine indépendance et peut, s'il y a lieu, engager des actions en justice contre le Gouvernement au nom de ses usagers.

69. **Le Bureau du défenseur public** fait partie du Ministère de la justice. Ses objectifs sont de promouvoir l'intérêt supérieur et protéger les droits de tous les suspects, accusés et condamnés en Israël. **Le Bureau fournit une représentation juridique tout au long de la procédure pénale**, de la consultation pour les suspects pendant l'enquête policière à la représentation lors du prononcé de la peine, en passant notamment par les audiences devant les comités de libération conditionnelle. Il joue un rôle crucial en matière de représentation des personnes qui n'ont pas les moyens de prendre un avocat et de maintien de la justice dans la procédure judiciaire. Récemment, le Bureau a lancé un site Web en hébreu, anglais, arabe et russe.

La loi antiterroriste n° 5776-2016

70. Le 15 juin 2016, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en Israël, le Gouvernement a promulgué la loi antiterroriste n° 5776-2016. Cette loi détaillée et minutieusement élaborée s'inscrit dans un effort visant à fournir aux forces de l'ordre des outils plus efficaces pour lutter contre les menaces terroristes modernes, tout en intégrant les contrôles et contrepoids nécessaires pour empêcher les violations non fondées des droits de l'homme individuels. La loi contient notamment des définitions actualisées des termes « organisation terroriste », « acte terroriste » et « appartenance à une organisation terroriste », les règles détaillées du processus permettant de qualifier une organisation de terroriste, et des outils d'exécution renforcés, à la fois sur les plans pénal et financier. Elle annule la législation en vigueur dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, ne crée aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, et l'origine nationale, ethnique ou en termes d'ascendance, et ne dresse aucun profilage ni stéréotype racial ou ethnique.

B. Sécurité de la personne

71. Le 10 avril 2016, le Gouvernement a approuvé sa décision n° 1402, intitulée « Amélioration de la sécurité personnelle dans la population arabe et de la sécurité à Jérusalem ». Pour plus de précisions, se reporter à la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 40).

72. Par ailleurs, en 2014, dans le cadre d'un effort visant à renforcer la sécurité personnelle dans les localités où vivent les minorités et à lutter contre la criminalité, deux postes de police dotés chacun de 60 agents sont entrés en service à Kafr Qassem et Iron.

73. Les Forces de défense israéliennes (FDI) possèdent un système de justice militaire qui examine et enquête sur les allégations d'actes répréhensibles, en garantissant le respect de l'état de droit, y compris le droit international et le droit des conflits armés. Les trois principales composantes de ce système de justice militaire sont les suivantes : le **Corps de l'Avocat général de l'armée** (« MAG Corps »), dont l'Avocat général de l'armée est nommé par le Ministre de la défense civile et se trouve sous la supervision exclusive du Procureur général d'Israël ; la **Division des enquêtes criminelles de la police militaire** (« la Division »), qui est l'entité première des FDI pour enquêter sur les allégations d'infractions pénales, jouit d'une totale indépendance professionnelle et n'est subordonnée à aucun commandement en dehors du système de justice militaire ; et les **tribunaux militaires**, qui sont indépendants de l'Avocat général de l'armée et la chaîne de commandement des FDI, et statuent sur les accusations portées contre des soldats des FDI dans le cadre d'infractions militaires et pénales.

74. Par ailleurs, le Procureur général exerce un contrôle civil sur la justice militaire des FDI. Une révision judiciaire peut être effectuée par la Cour suprême d'Israël, qui est compétente pour connaître des appels directs formés contre les décisions de la Cour d'appel militaire. Les plaignants et les ONG peuvent également saisir la Cour suprême, siégeant en tant que Haute Cour de justice, contre une décision de l'Avocat général de l'armée ou du Procureur général.

75. Les FDI, en tant que partie intégrante du pouvoir exécutif, sont soumises au contrôle et à l'inspection du Contrôleur de l'État, qui réalise des rapports et audits externes et remplit les fonctions d'un commissaire public aux plaintes (médiateur). Le Contrôleur ne

rend des comptes qu'au Parlement d'Israël (Knesset) et jouit d'un accès libre aux comptes, dossiers et membres du personnel de tous les organes soumis à un audit.

76. En outre, la Knesset peut nommer une commission d'enquête parlementaire et superviser les activités des FDI.

Communication entre les FDI et les groupes de population minoritaire

77. **Les Bédouins et les Druzes.** Les FDI œuvrent à élargir le recrutement et la participation de personnes issues des populations bédouine et druze. À cette fin, leurs ressources humaines sont chargées de venir en aide à ces personnes lors des phases de pré-rédaction et pendant leur service.

78. **Chaque poste est ouvert à tout un chacun, indépendamment de sa race, sa religion et sa couleur, et les affectations sont déterminées uniquement sur la base des qualifications du candidat.**

79. **Concernant les taux de bénévoles bédouins, un vaste plan a été élaboré afin d'augmenter ces taux pour différents postes, notamment les postes technologiques et d'encadrement.**

80. **L'Agence israélienne de sécurité** exerce ses fonctions conformément à la loi n° 5762-2002 sur l'Agence israélienne de sécurité et est soumise au contrôle de l'Inspecteur en charge des plaintes, du Contrôleur de l'État, du Bureau du procureur de l'État, du Procureur général, de la Knesset et de toute instance judiciaire, y compris la Haute Cour de justice.

81. Lorsqu'une plainte portant sur un interrogatoire est déposée, l'Inspecteur – qui relève du Ministère de la justice depuis 2014 – mène une enquête. Ses conclusions sont transmises à un premier avocat du Bureau du procureur de l'État, qui examine les preuves et formule une recommandation concernant l'ouverture d'une enquête pénale selon que les faits le justifient ou non.

82. Le département des enquêtes sur le personnel de police (DIPO) du Ministère de la justice est expressément chargé d'enquêter sur les plaintes dénonçant l'implication de policiers dans des infractions (définies comme des infractions passibles d'un an ou plus d'emprisonnement).

83. Le DIPO examine avec le plus grand sérieux les affaires de mauvais traitements et d'usage disproportionné de la force par des officiers de police. Les allégations à ce sujet font l'objet d'enquêtes approfondies et rigoureuses, tous les moyens étant employés pour mener à bien l'instruction et traduire en justice les personnes qui ont recouru inutilement à la violence ou agi de manière excessive.

84. Le DIPO est chargé de la plupart des enquêtes pénales visant des policiers. Les procédures disciplinaires sont engagées suite au dépôt d'une plainte au Département des procédures disciplinaires, auprès de la Division du personnel du siège central de la police ou dans l'un de ses bureaux.

85. Pour des informations sur les affaires traitées par le DIPO, voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 12).

86. Chaque détenu placé sous la responsabilité du **Service pénitentiaire israélien** a accès à divers dispositifs de plainte. Ainsi, il peut déposer une plainte auprès du directeur de la prison, saisir le tribunal de district compétent dans le cadre d'une requête, ou déposer une plainte auprès du Groupe d'enquête sur les surveillants par l'intermédiaire du Service pénitentiaire israélien ou directement auprès de ce Groupe, qui fait partie de la police et non du Service pénitentiaire. Les conclusions du Groupe d'enquête font l'objet d'un contrôle par le Bureau du procureur de l'État, qui décide s'il y a lieu de prendre des mesures disciplinaires ou d'engager des poursuites pénales. Les détenus ont également la possibilité de saisir le Médiateur chargé des plaintes des prisonniers, notamment par le biais d'une boîte prévue à cet effet à l'intérieur de la prison – et ce de manière directe, sans l'intervention du personnel pénitentiaire –, d'adresser un courrier aux membres de la Knesset, ou encore de déposer une plainte auprès du Contrôleur de l'État et du Médiateur et se rapprocher d'un visiteur officiel.

87. Par ailleurs, l'article 71 de l'ordonnance sur les prisons énonce les règles applicables aux visiteurs officiels de prison, désignés par le Ministre de la sécurité publique. Ces visiteurs sont autorisés à se rendre dans un centre de détention à tout moment (sauf en cas de circonstances temporaires spéciales) afin de contrôler les soins apportés aux détenus et la gestion du centre, notamment. Lors de ces visites, les détenus peuvent se rapprocher des visiteurs pour leur soumettre leurs plaintes.

Communication entre la police et les groupes de population minoritaire

Relations avec la population arabe

88. Chaque année, la police met en œuvre un plan de travail ordinaire pour renforcer et améliorer les relations avec la communauté arabe. La partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 22) fournit des informations sur une action structurelle ciblée qui a été menée dans ce domaine au cours de la période 2014-2015.

89. Au cours de l'établissement de ce rapport, à la suite d'une allégation faite par une ONG, selon laquelle les requérants arabes hospitalisés ne peuvent pas porter plainte contre leurs agresseurs durant leur séjour à l'hôpital et sont orientés pour ce faire vers des postes de police, une demande à cet égard a été adressée à tous les districts de police. La police a rappelé qu'à chaque fois qu'une personne est hospitalisée du fait d'une infraction grave avec violence, un enquêteur est envoyé sur place pour enregistrer sa plainte.

Relations avec la population éthiopienne

90. En 2015, des protestations de la part de la population éthiopienne contre la police ont donné lieu à la création d'un comité directeur – conduit par le Directeur du Département des ressources humaines de la police et comprenant des représentants de la population éthiopienne – pour examiner les allégations d'actes racistes et de discrimination commis dans le dispositif d'application du droit pénal. L'équipe ainsi constituée a recueilli des données factuelles et convoqué des représentants des unités de police en vue de faire la lumière sur les mesures prises jusqu'à présent pour répondre à ces allégations, et formuler un programme sur la manière de les traiter à l'avenir.

91. À l'origine, cette action était destinée à répondre aux griefs soulevés par la population éthiopienne ; en 2016, elle a été élargie pour être appliquée à d'autres populations, dont les populations arabe et ultra-orthodoxe.

92. La police a élaboré un plan détaillé visant à renforcer la confiance entre elle et la population éthiopienne et diminuer les incidents sensibles. Pour plus de précisions sur ce plan et les opérations spéciales menées dans les postes de police, voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 23).

93. **Programme pilote de caméra personnelle.** En août 2016, la police a lancé un programme pilote consistant à fixer des caméras personnelles sur des agents, afin d'accroître la transparence concernant leurs opérations au quotidien, d'enregistrer de manière objective les incidents et de diminuer les affrontements entre agents et citoyens. Pour plus de précisions sur ce programme, se reporter à la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 23).

94. **Accessibilité linguistique.** Selon les besoins et exigences de chaque enquête, les postes et unités de police convoquent des interprètes, afin de proposer des services de traduction professionnels dans les plus brefs délais. Ces interprètes se rendent dans tous les commissariats en fonction des demandes, indépendamment de la distance géographique ou d'autres paramètres.

95. Depuis la signature d'un accord avec une société privée, la police bénéficie de services de traduction **dans toutes les langues**, y compris la langue des signes, et bien entendu l'amharique et le tigrigna, à toute heure de la journée, tous les jours de l'année (à l'exception du Yom Kippour).

96. Le Département des enquêtes œuvre en faveur de l'accessibilité linguistique des principaux formulaires utilisés au cours des enquêtes pénales et de leur traduction en

anglais, russe, français et amharique. Le processus de traduction et d'informatisation de ces documents est en cours.

97. Des policiers parlant l'amharique sont affectés dans des centres d'appel d'urgence (100/110) ouverts 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

98. En outre, un formulaire élaboré pour les dépôts de plainte auprès du DIPO, au Ministère de la justice, sera remis à tout suspect ou témoin qui porte plainte pour violences policières à son endroit. Ce formulaire sera également traduit en amharique.

Informations concernant le personnel de police issu des populations arabes et éthiopiennes

99. La police s'efforce tout particulièrement de rechercher des candidats au recrutement parmi les populations arabe et éthiopienne, et d'embaucher des personnes supplémentaires issues de ces populations, notamment en organisant des journées d'orientation et en participant à des conventions sur l'emploi destinées aux soldats des FDI déchargés de leurs obligations ou encore à des conférences du Ministère de l'Alya et de l'intégration.

100. Pour plus d'informations sur ce point, se reporter au tableau n° 3 et aux précisions complémentaires suivantes, dans l'annexe n° I à ce rapport.

101. En outre, l'accent est mis sur le recrutement de procureurs d'ascendance éthiopienne pour les affaires pénales et la circulation. Actuellement, 11 procureurs, dont sept recrutés au cours de l'exercice 2015-2016, sont en poste au sein de la division des poursuites de la police.

Demandeurs d'asile

102. L'État d'Israël respecte pleinement toutes ses obligations en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967, qu'il a ratifié. Pour des chiffres concernant les migrants en situation irrégulière en Israël, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 14).

103. Israël est attaché au principe de non-refoulement et ne renvoie pas les personnes dans des zones où leur vie ou leur liberté est menacée.

104. En ce qui concerne l'incitation au retour des migrants dans des pays étrangers, Israël a conclu, avec deux pays tiers sûrs, des accords portant sur la réinstallation en toute sécurité de personnes provenant du Soudan et de l'Érythrée qui sont entrées illégalement en Israël par la frontière égyptienne, considérant qu'il s'agit du moyen le plus approprié de faire face à cette situation, eu égard aux circonstances particulières auxquelles Israël est confronté et au contexte géopolitique au Moyen-Orient.

105. Le Procureur général a approuvé cette politique de réinstallation en toute sécurité sous réserve du respect des critères suivants :

- Les pays tiers considérés ne doivent pas être touchés par la guerre ni des troubles d'ordre général ;
- Le HCR n'a formulé aucune recommandation contre une réinstallation dans ces pays ;
- La vie et la liberté de ces personnes n'y sont pas menacées pour des motifs liés à la race, la religion, la nationalité ou l'appartenance à un groupe social ou politique particulier ;
- Les personnes réinstallées dans ces pays tiers peuvent avoir accès à la procédure d'asile ou bénéficier d'une protection temporaire, ou ces pays sont tenus au moins de respecter le principe de non-refoulement ;
- La torture et les traitements cruels et dégradants y sont interdits ;
- Les pays tiers sont tenus de garantir aux personnes réinstallées les moyens de vivre dans la dignité, ou tout au moins la possibilité d'y rester et de travailler pour gagner leur vie.

106. Avant de conclure ces accords, les autorités israéliennes se sont assuré que ces pays tiers sont attachés aux normes juridiques internationales concernant le traitement des demandeurs d'asile. Ces pays sont partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et d'autres conventions de première importance en matière des droits de l'homme, et satisfont aux critères fixés par le Procureur général.

107. Plusieurs ONG ont présenté une requête contre cette procédure auprès du tribunal de district de Be'er-Sheva, mais celle-ci a été rejetée en novembre 2015. Le tribunal a estimé qu'avant la mise en œuvre de ces accords les autorités israéliennes avaient mené un examen approfondi et rigoureux sur la sécurité dans ces pays tiers sur les plans politique, social, économique et juridique. Un recours introduit devant la Cour suprême est actuellement en instance.

108. Entre 2010 et 2015, 12 300 personnes entrées illégalement en Israël par la frontière égyptienne sont parties de leur plein gré vers des pays tiers sûrs ou leur pays d'origine. D'après les informations communiquées à l'État d'Israël, il n'existe aucune affaire connue de violations du principe de non-refoulement, et les personnes déplacées jouissent de tous leurs droits conformément aux accords conclus.

109. Pour une jurisprudence détaillée sur les modifications apportées à la loi n° 5714-1954 relative à la prévention des infiltrations (infractions et compétence), voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 8).

C. Droits politiques

1. Accès au système politique

110. Inchangé.

Droit de se porter candidat à une charge publique nationale

111. Inchangé.

Évolution de la législation

112. Le 9 décembre 2014, la Knesset a approuvé la loi électorale n° 5775-2014 (modifications législatives) portant notamment modification de sa loi électorale n° 5729-1969 [version consolidée]. Entre autres choses, l'article 76 c) modifiée précise qu'une feuille blanche comportant une lettre manuscrite représentant une liste, ou une lettre manuscrite et la marque distinctive de la liste, en hébreu, arabe, ou les deux, suffit à être considérée comme un acte juridique. Auparavant, la loi électorale de la Knesset ne mentionnait pas les langues dans lesquelles il était possible de voter.

113. En mars 2014, la Knesset a approuvé la modification n° 62 de sa loi électorale. Dans ce cadre, le seuil électoral permettant aux partis politiques d'être élus au parlement a été porté de 2 à 3,25 %. Dans les notes explicatives de cette modification, la Knesset précise que ce seuil vise à réduire le nombre des partis politiques représentés en son sein, en empêchant la représentation des très petits partis et en les encourageant à s'unir avec d'autres pour former une seule liste électorale. Ces notes indiquent par ailleurs qu'un tel seuil est courant dans d'autres pays, et que plusieurs partis peuvent se présenter dans une liste unifiée tout en restant indépendants à la Knesset, sous réserve d'en avertir au préalable le Président du parlement. Pour une jurisprudence en la matière, se reporter à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 10).

Le Comité central des élections

114. Le Comité central des élections, notamment son Président actuel, considère qu'il est particulièrement important d'accroître le taux de participation et d'intégrer l'ensemble de la population israélienne au processus électoral. Pour des informations sur les mesures mises en œuvre par le Comité – allocation de ressources, moyens de transport jusqu'aux urnes ou encore incitation à voter aux élections de la 20^e Knesset –, voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 24).

Membres des minorités ethniques et religieuses

115. Les minorités votent pour les listes de la Knesset (partis politiques) comme le reste de la population. Par ailleurs, depuis toujours les partis politiques arabes sont systématiquement représentés au parlement ; c'est le cas pour la 20^e Knesset, qui compte actuellement 13 parlementaires arabes, 4 druzes et 1 bédouin (parmi lesquels 2 femmes). Le tableau n° 4 de l'annexe n° I à ce rapport présente les chiffres actualisés des parlementaires siégeant à la 20^e Knesset ainsi que les principales fonctions exercées.

Expression politique des membres de la Knesset

116. À ce sujet, il convient de se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël de 2010.

Jurisprudence

117. Pour une jurisprudence en la matière, voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 10).

2. Accès au service public

Fonction publique – généralités

118. **Représentation de la population arabe dans la fonction publique israélienne.** Depuis 1994, le Gouvernement prend des mesures d'action positive pour favoriser l'inclusion des populations arabe et druze dans la fonction publique. Ces mesures concernent tant le plan législatif qu'administratif. Quelques-unes des mesures les plus importantes sont mentionnées ci-après :

i) La loi n° 5772-2012 relative à l'amélioration de la représentation des membres de la communauté druze dans la fonction publique (modification législative) a été promulguée ; voir l'article 2 B 4) 1) I) ci-dessus.

ii) En 2012, le Gouvernement israélien a mené une campagne médiatique afin de mieux informer les Arabes israéliens sur les postes spécialisés disponibles dans la fonction publique. Un site Web créé spécifiquement dans le cadre de cette campagne publie des informations et exemples de réussite, toujours dans le but de renforcer l'accès de la population arabe à la fonction publique.

iii) En janvier 2012, la Commission de la fonction publique a publié une nouvelle procédure de recrutement afin de se conformer à la décision gouvernementale n° 2579, qui prévoit qu'au moins 10 % des employés de la fonction publique doivent être issus de la population arabe. Selon cette nouvelle procédure, chaque ministère ou auxiliaire sollicitant l'embauche de nouveaux employés est tenu de se mettre en rapport avec le Département de la planification et de la supervision, qui fixe le nombre minimum de postes devant être pourvus par des membres de la population arabe. Tout ministère ou toute unité qui satisfait à ce critère de 10 % sera dispensé de cette procédure.

iv) Pour plus de précisions, voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 2).

v) **Conditions d'emploi des minorités dans la fonction publique.** La Commission de la fonction publique a pris des mesures destinées à mieux répondre aux besoins et modes de vie des fonctionnaires issus des minorités. Les jours de congé et vacances sont accordés en fonction des différentes fêtes religieuses, de sorte que les fonctionnaires musulmans ont droit à un jour de congé pendant le Ramadan et les Chrétiens peuvent choisir de ne pas travailler le dimanche. Récemment encore (en mai 2016), la Commission a approuvé, au-delà de la lettre de la loi, le fait que les fonctionnaires musulmans du Ministère de la justice puissent reporter leur travail d'astreinte pendant le mois sacré du Ramadan qui, cette année-là, coïncidait pratiquement avec le mois de juin dans le calendrier grégorien. En principe, les astreintes ne peuvent pas être reportées pendant les congés.

Membres de la communauté éthiopienne dans la fonction publique

119. Pour de plus amples informations, se reporter à l'article 2 B 4) 1) I) ci-dessus.

120. La population éthiopienne constitue environ 1,5 % de la population israélienne, soit une proportion similaire à sa représentation au sein de la fonction publique (environ 1,4 %). Afin d'accroître cette représentation, notamment avec des diplômés de l'enseignement supérieur, en novembre 2010 le Gouvernement a pris la décision n° 2506, qui prévoit que 30 postes (dont 13 nouveaux) doivent spécifiquement être pourvus par des personnes d'origine éthiopienne. Ce texte, mis en œuvre en 2013, a élargi la représentation de la population éthiopienne dans la fonction publique, et la tendance se poursuit.

Le Ministère de la justice

121. Le Ministère œuvre sans relâche à l'augmentation du nombre des fonctionnaires d'origine éthiopienne pour atteindre au moins 1,5 %. Il compte actuellement 30 employés d'origine éthiopienne (0,75 %). Bien que des améliorations restent nécessaires, ce chiffre représente une progression par rapport à 2014.

122. En outre, l'Administration de l'aide juridictionnelle du Ministère et le Bureau du défenseur public recourent régulièrement aux services de 29 avocats d'origine éthiopienne.

Le système judiciaire

123. Voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 3).

La représentation dans les entreprises publiques

124. Une représentation appropriée est requise dans toute entreprise publique, compte tenu des caractéristiques propres à chacune. En conséquence, la Commission d'examen des nominations n'impose aucune représentation de ce type dans les très petites entreprises (1 à 3 cadres dirigeants), celles créées récemment ou en liquidation, et celles sans lien intrinsèque avec la population arabe.

125. Accroissement de la représentation arabe au sein des entreprises publiques. Selon les données reçues de l'Autorité des entreprises publiques, ces dernières ont enregistré une hausse constante de la représentation de la population arabe. Pour des informations à ce sujet, voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 3).

D. Droits civils

1. Droit à la liberté de circulation et de résidence sur le territoire de l'État

Le cadre juridique

126. Inchangé.

Liberté de circulation sur le territoire de l'État

127. La circulation sur le territoire de l'État n'est généralement soumise à aucune restriction, sauf décision légale du Ministre de l'intérieur. Tous les résidents en Israël (citoyens israéliens, résidents permanents non israéliens, et résidents temporaires) sont tenus de faire inscrire leur adresse, ou tout changement d'adresse, dans le registre de la population. Les étrangers qui séjournent dans le pays n'y sont pas tenus.

Services de transport public dans les localités bédouines

128. Le Ministère des transports et de la sécurité routière a continué de soutenir le développement des infrastructures *intra-muros* dans les localités arabes et celui des infrastructures interurbaines, en allouant des ressources budgétaires aux municipalités locales.

129. Pour des informations relatives aux décisions du Gouvernement sur cette question, notamment en ce qui concerne les localités bédouines du Nord, se reporter à la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 41).

130. La population bédouine du Nord bénéficie de services de transport public à moindre coût, qui fonctionnent régulièrement tous les jours de la semaine, y compris le samedi. Ces transports publics desservent les localités bédouines d'Abtin, de Shibli et de Zarzir. D'autres localités sont desservies par des lignes qui fonctionnent de manière similaire à celles des localités du Sud.

131. Des améliorations en matière d'infrastructures des transports dans les localités arabes, druzes et bédouines devraient voir le jour dans les quelques années à venir.

2. Droit de quitter tout pays, y compris le sien, et d'y retourner

132. Inchangé.

Sortie d'Israël

133. Inchangé.

134. Voir la jurisprudence concernant MK Sa'id Naffaa dans la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 11).

Entrée en Israël

135. À ce sujet, se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.

136. De plus, en août 2014, le personnel de l'Autorité de la population et de l'immigration a reçu pour instruction de reconnaître les mariages entre personnes de même sexe aux fins de l'octroi d'un visa conformément à la loi n° 5710-1950 relative au retour (loi du retour).

3. Droit à la nationalité

137. Inchangé.

Les quartiers Est de Jérusalem

Perte du statut de résident

138. En 1967, les habitants palestiniens des quartiers Est de Jérusalem ont reçu le statut de résidents permanents. Un résident permanent qui souhaite bénéficier de la nationalité israélienne peut y prétendre, sous réserve de paramètres liés à sécurité ou la prévention de la criminalité. Depuis 1967, plus de 15 000 résidents permanents des quartiers Est se sont vu accorder la nationalité israélienne.

139. Les résidents permanents bénéficient des mêmes droits que les Israéliens, à l'exception du passeport israélien et du droit de vote aux élections législatives. Néanmoins, ils peuvent participer aux élections municipales. Toute personne qui quitte Israël pour une période supérieure à sept ans ou acquiert la nationalité d'un autre pays ou y réside peut perdre son statut de résident. La perte du statut de résident ne s'applique qu'en cas de résidence à l'étranger pour une période supérieure à sept ans, et non en cas de séjour temporaire (rendu nécessaire par des études universitaires, par exemple).

140. Une personne peut recouvrer son statut de résident si elle conserve un lien avec Israël tout en habitant à l'étranger, a vécu en Israël pendant deux années consécutives, et satisfait à certaines conditions.

141. Concernant les habitants des quartiers Est de Jérusalem qui ont perdu leur statut de résident, les statistiques sont les suivantes : 84 en 2015 ; 107 en 2014 ; 93 en 2013 ; et 114 en 2012. On constatera que ces chiffres sont extrêmement faibles.

142. Récemment, le Tribunal administratif a statué sur un certain nombre de requêtes en la matière. Pour des informations connexes, voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 12).

4. Droit au mariage et libre choix du conjoint

Mariage précoce en Israël

143. En décembre 2013, la Knesset a modifié la loi n° 5710-1950 relative à l'âge du mariage (modification n° 6), en portant l'âge minimum du mariage de 17 à 18 ans. La loi dispose qu'un tribunal des affaires familiales est habilité à autoriser le mariage d'un mineur s'il est âgé de plus de 16 ans et si des raisons particulières liées à son intérêt supérieur le justifient. Le tribunal doit entendre le mineur avant de se prononcer. En outre, s'agissant du mariage d'un mineur de plus de 16 ans mais de moins de 17 ans, le tribunal doit demander une enquête d'un travailleur social conformément à la loi susmentionnée.

Mariages homosexuels

144. Inchangé.

145. Ces dernières années, de nombreuses décisions judiciaires ont contribué aux droits des couples de même sexe en Israël. Pour plus d'informations à ce sujet, voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 12).

Regroupement familial

146. Dans le paragraphe 18 de ses observations finales sur les quatorzième à seizième rapports périodiques, le Comité s'est déclaré préoccupé par la procédure de regroupement familial appliquée aux conjoints étrangers.

147. Pour des informations générales sur la loi n° 5763-2003 relative à la citoyenneté et l'entrée en Israël (disposition temporaire), y compris sa constitutionnalité, confirmée par la Cour suprême, voir les quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.

148. La loi, prorogée à plusieurs reprises, est en vigueur jusqu'au 30 juin 2017.

149. Le 17 avril 2016, le Ministre de l'intérieur a demandé au Gouvernement de la proroger d'une année supplémentaire, conformément à l'avis d'expert de l'Agence israélienne de sécurité. En outre, la vague d'attentats terroristes qui a débuté en octobre 2015 montre que l'usage abusif du statut accordé au titre du regroupement familial perdure, dans le but de participer à des activités terroristes ou les favoriser.

150. Toutefois, à l'issue de déclarations de la Cour suprême, le Ministre de l'intérieur a décidé d'un certain nombre de changements visant à fournir un secours humanitaire aux personnes auxquelles s'applique la loi. Ainsi, le Gouvernement a fait savoir que les titulaires de visas de séjour temporaire (A/5) pourront prolonger ce visa pour une période de deux années consécutives au lieu d'une.

151. En outre, le Gouvernement a avisé la Cour que les détenteurs de permis de séjour temporaire en Israël accordés par le Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) dont les demandes de réunification familiale sont antérieures à fin 2003 (année à laquelle la disposition provisoire a été promulguée) et sont examinées par les services de sécurité depuis plusieurs années, bénéficieraient d'un traitement particulier. Ces personnes doivent se voir accorder le statut de résident temporaire, qui comprend leur inscription au registre de la population et le droit aux prestations de sécurité sociale et à l'assurance-maladie pour eux et leurs enfants. Par ailleurs, elles se verront délivrer une pièce d'identité israélienne. Ce traitement particulier concernera les personnes nées après le 1 janvier 1998 qui remplissent plusieurs critères de référence (à savoir qu'elles ont contracté un mariage authentique, vivent en Israël, et qu'il n'existe aucune entrave à ce traitement en termes de sécurité ou de criminalité). Cette décision devrait concerner quelque 2 000 familles.

152. En outre, il a été décidé d'enjoindre le Comité consultatif auprès du Ministre à formuler, dans certaines circonstances humanitaires, des recommandations pour un permis de deux ans, au lieu d'une seule année à la fois.

153. En ce qui concerne les soins de santé, la réglementation 5776-2016 relative au régime national d'assurance-maladie (enregistrement auprès d'une caisse d'assurance-maladie, droits et devoirs des personnes qui bénéficient d'un permis de séjour au titre de la

loi n° 5763-2003 relative à la citoyenneté et l'entrée en Israël (disposition temporaire)), en vigueur depuis le 1 août 2016, a porté création d'un dispositif d'assurance-maladie similaire à celui énoncé dans la loi sur l'assurance-maladie pour les détenteurs de permis de séjour temporaire en Israël, conformément aux articles 3, 3 A 2) et 3 A 1 a) 2) de la loi relative à la citoyenneté et l'entrée en Israël.

5. Droit d'hériter

154. Inchangé.

6. Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion

Liberté de religion

155. La liberté de religion est un aspect important de la société israélienne ; elle recouvre la liberté vis-à-vis de la religion, parfois appelée liberté de conscience, et la liberté de pratiquer sa religion, qui sont autant de principes fondamentaux du droit israélien.

Égalité dans le financement des services religieux

Établissement du budget des services religieux et des institutions religieuses

156. Voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 15).

Enterrements civils

157. La loi n° 5756-1996 relative au droit à une inhumation civile dispose que des cimetières réservés aux enterrements civils doivent être aménagés dans divers lieux à travers le pays, à distance suffisante les uns des autres, pour que tous ceux qui souhaitent en bénéficier puissent raisonnablement y avoir accès. Pour des informations sur les cimetières réservés aux inhumations civiles en Israël, voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 15).

Jurisprudence

158. Voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 13).

Non-discrimination sur la base de l'appartenance religieuse, et concernant la construction d'institutions religieuses

159. Inchangé.

Protection des lieux saints

160. Israël accorde une importance majeure à la protection des lieux saints de toutes les religions et œuvre pour prévenir tout dégât à ces sites. En cas de dégâts, l'État prend des mesures pour enquêter et poursuivre les délinquants, tel qu'indiqué ci-après.

Jurisprudence

161. Voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 14).

Libre accès et protection des lieux saints

162. La législation israélienne reconnaît la liberté de culte, et garantit la protection des lieux saints et leur accès aux fidèles de toutes les religions. Ces sites sont gardés par la police, qui veille à préserver l'ordre public dans les lieux sensibles.

7. Liberté d'opinion et d'expression

163. Pour des informations concernant l'incitation au racisme sur Internet, se reporter à l'article 4 A) III) ci-dessus.

Jurisprudence

164. Pour une jurisprudence en la matière, se reporter à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 14).

8. Droit de réunion pacifique et de libre association

165. Pour plus d'informations, se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.

166. En outre, concernant la déclaration du Ministère de la défense sur une « association illicite », voir l'article 4 A) IV ci-dessus.

E. Droits économiques, sociaux et culturels

1. Droit à l'emploi

167. L'augmentation du taux d'emploi en Israël pour tous les groupes de population est l'un des principaux objectifs du Gouvernement, et plus particulièrement du Ministère de l'économie et de l'industrie.

168. Ces dernières années, le taux d'emploi a progressé de manière constante parmi les femmes arabes. En 2014, il atteignait 33 % chez les femmes arabes âgées de 25 à 64 ans (contre 27 % en 2011), et l'objectif est de parvenir à 41 % d'ici à 2020. Chez les hommes arabes âgés de 25 à 64 ans, il avoisine 76 %, avec un objectif de 78 % d'ici à 2020. Cette hausse est compatible avec les objectifs du Gouvernement découlant de sa décision n° 1995 du 15 juillet 2010. Pour des informations sur les mesures prises par le Gouvernement en vue d'accroître le taux d'emploi parmi la population arabe, tant pour les hommes que pour les femmes (notamment en ce qui concerne les centres d'emploi Ryan, les garderies, la formation professionnelle, les mesures d'incitation à l'entrepreneuriat, le développement et la création de zones industrielles, l'intégration dans les industries de haute technologie ou encore l'emploi d'enseignants arabes), voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 25).

Emploi parmi la population bédouine

169. Ces quelques dernières années, le Ministère de l'économie et de l'industrie a pris des mesures importantes en faveur de l'intégration de la population bédouine sur le marché du travail, conformément à la décision gouvernementale n° 3708 (11 septembre 2011) qui définit un plan quinquennal visant à promouvoir la croissance économique et le développement de la population bédouine du Néguev (2012-2016). Le budget total de ce plan s'élève à 1 263 milliards de nouveaux shekels israéliens (343 millions de dollars), dont 338 millions de nouveaux shekels israéliens (92 millions de dollars) ont été alloués au Ministère.

170. En 2014, les taux d'emploi parmi la population bédouine s'élevaient à 65 % chez les hommes et 26 % chez les femmes, et les taux de chômage à 13 % chez les hommes et 6 % chez les femmes. Des programmes et formations professionnelles spécifiques destinés à cette population ont été élaborés en vue d'accroître les taux d'emploi et augmenter le nombre d'étudiants – hommes et femmes – inscrits dans l'enseignement supérieur. Pour plus d'informations (notamment sur les centres d'emploi Ryan, la formation professionnelle, les garderies, les parcs industriels ou encore l'intégration dans les industries de haute technologie), voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 27).

Soutien à la population éthiopienne sur le marché du travail

171. Environ 135 000 citoyens israéliens sont d'origine éthiopienne et quelque 45 000 d'entre eux sont nés en Israël. Il s'agit de citoyens jeunes, comparés à l'ensemble de la population, et seuls quelque 63 000 d'entre eux ont l'âge de travailler (18 à 65 ans). Au fil des ans, le taux d'emploi des personnes d'origine éthiopienne a sensiblement augmenté, et ce notamment en raison de la hausse du niveau d'instruction. Parallèlement, les inégalités en matière d'emploi entre les hommes et les femmes d'origine éthiopienne se sont nettement réduites. Leurs taux de participation sur le marché du travail sont semblables à

ceux de la population totale, voire les dépassent (65,3 % de la population éthiopienne, contre 64,2 % de la population totale).

172. Les salaires moyens parmi la population éthiopienne sont plus bas que ceux du reste de la population – un fait essentiellement dû au taux élevé de travailleurs non diplômés (27,2 %, contre 6,52 % de la population totale).

173. Pour des informations sur les mesures prises par le Gouvernement en vue d'augmenter le taux d'emploi parmi la population arabe, tant pour les hommes que pour les femmes (notamment en ce qui concerne les centres d'emploi, l'attribution de bons pour la formation professionnelle, ou encore la formation professionnelle en groupe), voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 32).

Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi

174. Depuis sa création en 2008, la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi, au sein du Ministère de l'économie et de l'industrie, dirige le processus de mise en œuvre de l'égalité des chances sur le marché du travail, tout en servant de « marqueur normatif » pour l'adoption des normes et valeurs qui constituent le fondement de l'égalité sur le marché du travail. La Commission a pour rôle de sensibiliser les employés et les employeurs aux droits conférés par la législation en matière d'égalité et d'agir pour faire valoir et mettre en œuvre cette législation.

175. En janvier 2016, Miriam Kabaha, Israélienne d'origine arabe, a été nommée Commissaire à l'égalité des chances dans l'emploi.

176. La Commission a fait de la population arabe une priorité, et elle accorde une importance particulière aux affaires liées à la discrimination, la sensibilisation du public et l'application de la loi dans certains cas spécifiques.

177. En 2015, elle a créé un forum destiné à renforcer l'application de la loi pour la communauté arabe. Ce forum a établi un plan concret qui prévoit une meilleure sensibilisation et une augmentation des demandes de la population arabe liées à la discrimination, pour permettre à la Commission de prendre des mesures contre les employeurs faisant preuve de discrimination.

178. La Commission a élaboré un large éventail de programmes de formation pour les directeurs et employeurs, qui portent sur les questions de l'égalité des chances, la diversité et l'insertion sur le marché du travail. Ces programmes font une large place à la population arabe en Israël, à son intégration sur le marché du travail, et à l'institution d'une égalité réelle et tangible en termes de débouchés par le biais des directeurs et des employeurs.

179. En 2015, la Commission a mené une enquête parmi les salariés de la population arabe. Cette enquête examine diverses questions qui se rapportent à la situation propre aux Arabes en matière d'emploi, notamment le sous-emploi (absence de corrélation entre l'éducation et le poste), les droits du travail, les ajustements sur le lieu de travail, ou encore les sentiments et situations de discrimination au travail. L'enquête est actuellement dans une phase avancée de collecte de données et sera publiée prochainement.

180. Par ailleurs, la Commission a mené une étude sur un certain nombre d'entreprises choisies, afin de créer une brochure d'informations relative à la diversité professionnelle. Cette brochure porte sur l'intégration des populations arabe et ultra-orthodoxe sur le marché du travail, et a pour objectif d'aider les employeurs à mettre en œuvre la diversité professionnelle en tirant parti de l'expérience d'entreprises qui réussissent dans ce domaine.

181. Plaintes déposées auprès de la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi. La Commission fournit des conseils juridiques professionnels et fiables aux demandeurs. Pour des précisions sur les demandes traitées par la Commission, concernant notamment les motifs liés à l'origine ethnique, voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 17).

Jurisprudence

182. Pour une jurisprudence en la matière, se reporter à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 15).

L'Office de promotion de la condition de la femme

183. Au cours de la période 2013-2014, l'Office de promotion de la condition de la femme a mis en œuvre des programmes d'autonomisation économique et d'entrepreneuriat pour les femmes arabes, en collaboration avec l'Office pour le développement économique des populations arabe, druze et circassienne. Ces programmes incluaient les thèmes suivants : la communauté, la famille et le travail ; l'entrepreneuriat et les caractéristiques des entrepreneurs ; l'autonomisation personnelle et professionnelle ; l'aptitude à la communication ; l'élaboration de projets communautaires ; et la création d'une entreprise indépendante, comprenant l'octroi de licences, la gestion financière, la commercialisation, les collaborations, etc.

184. En outre, en 2014, un cours sur l'aptitude à l'encadrement et l'autonomisation des femmes a été créé spécifiquement pour les consultants qui œuvrent pour la promotion de la condition de la femme dans les localités et municipalités arabes. Parmi les thèmes abordés figuraient les tendances et styles en matière d'encadrement, la gestion du changement, la prise de décisions, la formation du personnel, l'autonomisation publique et organisationnelle, l'intelligence émotionnelle, et l'efficacité. Les études ont été mises en commun et un forum de femmes s'est constitué ; il se poursuit actuellement, avec des réunions et collaborations.

185. Par ailleurs, les femmes arabes prennent part à des ateliers d'auto-défense organisés à travers le pays, en groupes préalablement définis dans leurs localités et en groupes mixtes dans les villes mixtes.

186. Les publications distribuées par l'Office sur des sujets variés sont disponibles dans plusieurs langues, notamment l'arabe et l'amharique.

Programmes et projets d'emploi spécifiques destinés à soutenir les filles et femmes d'origine éthiopienne

187. Le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'Alya et de l'intégration, et le Ministère de l'économie et de l'industrie dirigent plusieurs projets destinés à favoriser les femmes et les filles d'origine éthiopienne.

188. Ainsi, l'hôpital gériatrique Herzog a élaboré un programme pour former des jeunes femmes d'origine éthiopienne à la profession d'infirmières en gériatrie. Ce programme soutient l'intégration de ces infirmières à des postes de qualité sur le marché du travail. Il leur permet également de suivre des études dans l'enseignement supérieur.

189. L'Institut de recherche pour l'innovation dans l'éducation du Conseil national des femmes juives, à l'Université hébraïque, mène le projet Neta (« Des jeunes filles pour enseigner l'hébreu »). Ce projet forme des lycéennes d'origine éthiopienne à participer à des programmes d'aide destinés à des enfants d'origine éthiopienne également, afin de développer leurs compétences cognitives, sociales et linguistiques et de mieux les préparer à l'école.

190. **Les travailleurs migrants.** Se reporter aux informations sur la protection des travailleurs migrants dans l'article 5 B ci-dessus.

2. Droit de constituer des syndicats et d'y adhérer

191. Entre 2012 et 2015, dans le cadre de diverses organisations en Israël, des dizaines de syndicats ont été créés, dont certains dans de nouveaux domaines tels que les industries de la communication et des assurances. Ce mouvement découle principalement de décisions judiciaires de tribunaux, qui ont estimé que les employés ne devaient pas se voir interdire le droit de se syndiquer, ainsi que de la concurrence entre les syndicats qui permet de créer un environnement propice à la syndicalisation et de sensibiliser davantage les employés à leurs droits.

192. Mesures prises à la suite de plaintes déposées par des employés contre leurs employeurs pour entrave à leur syndicalisation :

- Trois actes d'accusation ont été déposés en application de la loi n° 5717-1957 relative aux conventions collectives. L'une des affaires a été classée et l'acte d'accusation a été converti en avertissement, une autre a été classée à l'issue d'une procédure de jugement sur reconnaissance préalable, et la dernière est en cours.
- Aucune condamnation n'a été prononcée durant cette période.

193. En outre, conformément à l'article 33.14 a) 1) de la loi relative aux conventions collectives, quiconque refuse de recruter une personne, dégrade les conditions d'emploi ou congédie un employé notamment en raison de son adhésion à un syndicat ou un comité des travailleurs est passible d'une amende en vertu de l'article 61 a) 2) de la loi pénale n° 5737-1977. Entre 2012 et 2015, six enquêtes ont été ouvertes, mais jusqu'à présent aucun acte d'accusation n'a été dressé.

Travailleurs étrangers

194. Suite à une modification du code de Histadrout (Fédération générale des travailleurs en Israël), à compter de mars 2010 les travailleurs étrangers en situation régulière en Israël peuvent adhérer à Histadrout et exercer tous leurs droits connexes, y compris le droit de vote et d'éligibilité. Certains font effectivement usage de ces droits.

195. Depuis lors, Histadrout a pris l'initiative de créer, dans le district de Tel Aviv-Jaffa, un département pour les travailleurs étrangers qui fait fonction de centre d'aide et de protection professionnelle.

3. Droit au logement

Situation du logement en Israël

La population arabe

Représentation au Conseil national de l'urbanisme et de la construction

196. Le Conseil national de l'urbanisme et de la construction (ci-après le « Conseil ») compte 32 membres, dont un tiers est constitué de représentants des ministres (nommés par lesdits ministres), un autre tiers de représentants des collectivités municipales (nommés par le Ministre de l'intérieur), et le dernier tiers de représentants du public (en partie nommés par le Ministre de l'intérieur).

197. Le Ministère de l'intérieur veille à la représentation équilibrée de toutes les communautés, régions et populations – y compris la population arabe –, au sein du Conseil. En janvier 2016, le Conseil comptait deux membres arabes et quatre remplaçants arabes.

Plans généraux conçus pour les agglomérations et villages arabes

198. Se reporter à l'article 2 II ci-dessus.

Jérusalem – généralités

199. Se reporter à l'article 2 II ci-dessus.

Situation du logement pour la population bédouine

200. Plus de 240 000 Bédouins vivent dans la région du Néguev. Environ 76 % d'entre eux habitent dans des centres urbains et périurbains qui ont été planifiés et construits en toute légalité : 25 % vivent dans la ville de Rahat, 40 % dans six collectivités locales (Hura, Kuseife, Tel-Sheva, Ar'ara, Lakiya et Segev Shalom) et 11 % dans 11 localités autorisées au sein des conseils régionaux d'Al-Kasum et de Neve Midbar. Les 24 % restants résident dans plusieurs centaines de groupes d'habitations illicites et non réglementés, principalement dans les conseils régionaux d'Al-Kasum et de Neve Midbar, éparpillés sur une superficie de près de 500 000 dounoums. Cette situation entrave l'expansion urbaine dans le Grand Néguev au détriment de l'intérêt commun de la population bédouine.

Urbanisation concernant la population bédouine

201. Des plans généraux d'urbanisation concernant la population bédouine ont été approuvés pour 18 localités bédouines, notamment la ville de Rahat, Lakiya, Hura, Kuseife, Tel-Sheva, Segev Shalom et Ar'ara. Tous prévoient des infrastructures telles que des écoles, des dispensaires, l'eau courante, l'électricité, des routes, des trottoirs, etc.

202. D'autres plans généraux ont été approuvés pour 11 localités relevant des Conseils régionaux de Neve Midbar et A-Kasum.

203. Tous deux résultent du découpage de l'ancien Conseil régional d'Abou Basma en novembre 2012, conformément à une décision du Ministre de l'intérieur reposant sur les recommandations d'un comité d'enquête (le Comité Razin). Ce comité était chargé d'étudier la structure appropriée pour les limites de juridiction des municipalités et les zones d'urbanisation locale au sein de la population bédouine, dans la région de Beersheba. Les deux conseils englobent 11 localités bédouines : A-Kasum comprend les localités de Tarabin, d'Um Batin, d'El Seid, de Darijat, de Kahla, de Makhoul (Merit) et de Molede ; et Neve Midbar les localités d'Abu Krinat, de Bir Hadaj, d'Abu Tlul et de Kasar A-Sir.

204. L'objectif de ce découpage était d'améliorer les services fournis aux localités bédouines autorisées qui se trouvaient dans Abou Basma ; en dépit du peu de temps écoulé depuis cette réorganisation, les changements positifs en termes de qualité des services apportés aux résidents de ces deux conseils régionaux sont manifestes.

205. Par ailleurs, les procédures d'urbanisation de six autres localités sont en cours.

206. Les travaux stratégiques qui avaient été mis en chantier pour étudier et fixer les règles de conception pour des solutions de construction destinées à la population bédouine du Néguev se sont achevés. Ils consistaient notamment à collecter et présenter des informations démographiques et des données d'urbanisation. Des recommandations ont été formulées pour étendre certaines localités existantes et en créer de nouvelles, tout en régularisant quelques autres en les maintenant à leur emplacement actuel. Le rapport sur la première phase de ces travaux stratégiques, qui inclut ces recommandations, a été soumis au Ministère de l'agriculture et du développement rural en novembre 2015.

207. Concernant l'urbanisation pour le reste des groupes d'habitation de la diaspora bédouine, dix grandes sociétés d'urbanisation ont été recrutées pour réaliser des études de faisabilité et examiner des solutions spécifiques. Ce processus se déroule avec la participation de la population dans chaque région. Les sociétés effectuent actuellement des enquêtes sur le terrain et, à partir des données obtenues, formulent des recommandations d'urbanisation qui seront examinées par l'Autorité en charge de la régularisation de la situation du logement pour les Bédouins dans le Néguev, qui s'occupe aujourd'hui de l'essentiel des questions en la matière. Cette politique d'urbanisation, qui met l'accent sur la participation de la population bédouine, est inédite en Israël.

208. D'autres plans de développement sont en cours dans diverses agglomérations bédouines. Ainsi, Rahat verra sa taille pratiquement tripler, passant de 8 797 à 22 767 dounoums. Le projet devrait coûter quelque 500 millions de nouveaux shekels israéliens (135,13 millions de dollars). D'autres localités sont également en train de s'agrandir, soutenues par le développement d'infrastructures et la construction de zones industrielles et d'emploi.

209. Le Gouvernement encourage le déplacement vers les localités réglementées (indépendamment de leur nature, qu'il s'agisse de ville, village, etc.) en versant des prestations financières spécifiques. Ces dernières incluent notamment l'attribution de parcelles gratuites ou à un prix très bas et une indemnisation pour la démolition des constructions illicites.

Jurisprudence

210. Voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 16).

4. Droit à la santé publique, aux soins médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux

Droit à la santé

211. Le droit à la santé est garanti à tous les individus sans discrimination ni distinction. Ces dernières années, les programmes de promotion de la santé à l'échelle nationale ont pris de l'ampleur, en particulier ceux encourageant l'activité physique.

212. Le Ministère de la santé mène périodiquement des enquêtes afin d'identifier les régions et populations pour lesquelles il convient d'améliorer les conditions sanitaires, que ce soit en raison du niveau de leurs services de santé ou de leurs différences socio-économiques, culturelles ou éducatives. En fonction des résultats de ces enquêtes, le Ministère élabore des programmes de traitement pour des groupes de population spécifiques, notamment les Bédouins, les Arabes et les ultra-orthodoxes. Il accorde en outre une attention particulière aux régions périphériques qui nécessitent une intervention préalablement définie pour améliorer les conditions sanitaires.

Législation

213. Le 7 juillet 2014, le Gouvernement a modifié la loi n° 5756-1996 relative aux droits du patient pour y inclure l'interdiction de la discrimination au motif de l'âge lors de l'administration des traitements médicaux (sauf pour raisons médicales).

214. En 2014 également, le Gouvernement a promulgué notamment la loi n° 5774-2014 relative à la supervision de la qualité de l'alimentation et d'une nutrition adaptée dans les établissements d'enseignement, qui fait obligation à l'État de contrôler la valeur nutritionnelle de tous les aliments qui y sont servis et vendus. Sur les 500 établissements qui participent au programme de santé à l'école du Ministère de l'éducation, 30 % desservent la population arabe. En outre, 62 des 250 jardins d'enfants qui y prennent part (soit 25 %) se situent dans des localités arabes.

215. Conformément à l'article 21 de la loi n° 5754-1994 relative à l'assurance-maladie (« loi sur l'assurance-maladie »), une caisse d'assurance-maladie est tenue de garantir à ses assurés tous les services auxquels ils ont droit en vertu de cette loi sans discrimination et sans subordonner la prestation de ces services à leur adhésion ou appartenance à des programmes complémentaires. La loi dispose en outre que le défaut ou retard de paiement des cotisations d'assurance-maladie n'exonère pas la caisse de son obligation de garantir les services de santé inclus dans le régime commun.

Mesures administratives

216. En mai 2016, le Ministre de la santé a participé à la dernière manifestation de l'initiative « Recevoir en ligne », qui vise à promouvoir l'accès numérique à l'information sur la santé par le biais d'un jeu interactif en arabe sur Internet. Cette initiative, fruit d'une coopération entre le ministère, Microsoft Israël, la caisse d'assurance-maladie Clalit et l'association Appleseeds Academy, a été lancée en 2013 et compte aujourd'hui 10 000 participants issus de 50 municipalités. Elle est en vigueur dans des établissements scolaires et 130 stations de soins de santé du sud et du nord d'Israël, et porte sur quatre domaines en particulier : la nutrition, le sport, la santé dentaire et les examens de routine. Dans le futur, ce projet sera géré au niveau national.

Politique nationale en matière de santé

217. Suite à la recommandation d'un comité d'expert en 2008 préconisant de s'interroger sur les lacunes des services de santé, plusieurs publications et plans ont été élaborés pour remédier à ces lacunes. Le dernier plan, établi en 2010, vise entre autres à rendre le système sanitaire (notamment les hôpitaux, les fonds de santé, etc.) accessible à l'ensemble de la population. L'un de ses principaux objectifs est de réduire les écarts et inégalités, en particulier en termes d'accessibilité culturelle et linguistique aux services de santé. Ce plan d'action recouvre notamment les améliorations du système sanitaire pour permettre cette accessibilité, l'établissement de normes pour une telle adaptation, et la réduction des écarts

entre les différents groupes de population, de concert avec la consolidation de la situation pour les populations vulnérables.

218. Pour des informations sur les décisions du Gouvernement à ce sujet, voir la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 42).

219. Les grands principes énoncés dans ce plan sont les suivants : la création d'environnements physique et social d'appui, par la construction et l'extension de voies pour piéton et pistes cyclables, par exemple ; le renforcement des connaissances et de la sensibilisation du grand public quant à l'importance de pratiquer une activité physique régulière, notamment en organisant des manifestations sportives de masse ; et l'amélioration et le développement d'infrastructures communautaires destinées à promouvoir un mode de vie sain, par exemple en proposant des classes de sport subventionnées pour tous les âges, à travers le pays.

Groupes vulnérables

Soins de santé pour les femmes dans la population arabe

220. En coordination avec ses différentes caisses d'assurance-maladie, le Ministère de la santé administre plusieurs dizaines de programmes visant à promouvoir la santé de la population arabe dans le pays. Certains d'entre eux ont fait l'objet de commentaires favorables dans des publications médicales professionnelles en Israël et à l'étranger.

221. Ces dernières années, le Ministère a pris d'autres mesures destinées à réduire les inégalités en matière de soins de santé, notamment :

- L'amélioration des infrastructures dans les régions périphériques, avec l'allocation de 1 000 nouveaux lits d'hôpital et d'une main-d'œuvre supplémentaire dans les hôpitaux de ces régions ;
- L'ouverture d'une école de médecine dans le nord de la Galilée et de nouvelles salles d'urgence dans des localités périphériques, dans le nord aussi bien que dans le sud d'Israël ;
- La fourniture d'équipements médicaux supplémentaires aux régions périphériques, parmi lesquels de nouveaux appareils d'IRM, accélérateurs linéaires et PET-scan ;
- La création d'incitations financières, notamment des subventions et hausses de salaire financées par l'État pour attirer les médecins spécialistes dans les régions périphériques ;
- L'abaissement du ticket modérateur maximum pour les personnes âgées souffrant d'une maladie chronique qui perçoivent un complément de revenu ;
- Et des remises sur le ticket modérateur pour l'achat de médicaments génériques.

Les écarts entre la population juive et la population arabe

222. Le Ministère de la santé administre une unité spécifique destinée à réduire les inégalités dans le système de santé. Cette unité s'emploie à mettre en place des mesures, des normes, une supervision, des formations et des activités de sensibilisation concernant cette question cruciale, notamment par la tenue de conférences à destination des professionnels, la publication d'un rapport annuel qui analyse ces inégalités, et la mise en œuvre d'activités permettant de les éliminer. Dans le cadre de ses activités, en 2013 le Ministère a créé un centre d'appel de traduction tenu par des représentants formés à exercer les fonctions de traducteurs médicaux. Ce centre fournit des services de traduction en russe, arabe, amharique et français, 24 heures sur 24, pour les traitements médicaux dispensés par les médecins à leurs patients. En moyenne, il traite 1 500 appels par mois.

223. Le Ministère de la santé apporte en outre un soutien financier aux activités des caisses d'assurance-maladie pour réduire les inégalités. Entre 2012 et 2014, les caisses ont alloué à ces activités un budget total de 55 millions de nouveaux shekels israéliens (14,5 millions de dollars), en privilégiant les zones périphériques et la diminution des écarts entre les populations minoritaires. Pour la période 2015-2016, les critères relatifs à ce

soutien ont été modifiés pour mettre l'accent sur les opérations menées en arabe en matière de prévention du diabète et de l'obésité.

224. Pour des informations sur l'espérance de vie, le diabète et le cancer, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 18).

Taux de mortalité infantile en Israël

225. Le taux de mortalité infantile en Israël continue de baisser. Il est passé de 6,3 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1996 et 1999 à 3,1 en 2015. Pour des informations statistiques sur les taux de mortalité infantile, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 18).

226. Pour plus d'informations sur les mesures supplémentaires prises par le Gouvernement, concernant notamment un programme d'intervention à long terme visant à réduire la mortalité infantile parmi les Bédouins et la réalisation de tests génétiques, voir les quatorzième à seizième rapports périodiques.

Infrastructures et services de santé destinés spécifiquement à la population bédouine

227. Dans le cadre de la décision gouvernementale n° 3708 du 11 septembre 2011, qui définit un plan pour le développement économique de la population bédouine du Néguev, 90 millions de nouveaux shekels israéliens (24,3 millions de dollars) ont été alloués aux questions liées à la société et la communauté, ce qui inclut le domaine de la santé.

228. Pour des informations sur certains des principaux projets, concernant notamment les centres de santé et les services médicaux, les données sur la couverture vaccinale, les infirmières au service de la population bédouine, les postes de santé maternelle et infantile, les infirmières scolaires, ainsi que l'évolution récente et l'éradication de la brucellose dans le Néguev, se reporter à la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 32).

La population éthiopienne

229. En collaboration avec le Fonds National de la santé, le Ministère de la santé mène un programme intitulé « médecine saine » qui prévoit la présence de médiateurs médicaux d'origine éthiopienne dans les centres médicaux qui le nécessitent, dans le but d'améliorer la communication entre les professionnels de la santé et les patients, et de faciliter la mise en œuvre de divers programmes éducatifs dans le domaine de la santé au sein de cette population.

230. En outre, il a dressé une liste de mesures substantielles destinées à mieux intégrer les personnes d'origine éthiopienne, qui met l'accent sur cinq domaines : l'accessibilité culturelle du système de santé, la représentation adéquate, l'accessibilité aux droits médicaux, la réduction du diabète, et une hausse de confiance vis-à-vis du système de santé, notamment en faisant passer à moins de 48 heures le délai de traitement des plaintes pour racisme et discrimination.

231. Le Ministère encourage par ailleurs la qualification d'infirmières issues de la population éthiopienne, qui contribueront à soutenir ces plans et programmes.

232. En outre, se reporter aux informations relatives au centre d'appel de traduction créé en 2013, ci-dessus dans ce même article.

Migrants et travailleurs étrangers

233. Comme l'indiquent les rapports précédents d'Israël, la loi relative aux travailleurs étrangers fait obligation aux employeurs d'assurer une large couverture médicale à leurs employés étrangers. Les employeurs qui enfreignent cette obligation s'exposent à des poursuites pénales. Les enfants de travailleurs étrangers résidant illégalement en Israël ont également droit à une assurance médicale fournie par une caisse maladie israélienne spécifique moyennant une cotisation subventionnée, comme indiqué ci-dessous.

234. Par ailleurs, conformément à l'article 3 b) de la loi sur les droits des patients, les mineurs et les adultes peuvent prétendre à des soins médicaux en cas d'urgence, quelle que soit leur situation en Israël.

235. Le Ministère de la santé gère plusieurs dispositifs destinés à fournir des services de santé aux migrants, personnes entrées illégalement dans le pays et travailleurs étrangers. Pour des informations sur les principaux dispositifs existants, notamment les centres de santé, le traitement des personnes atteintes de tuberculose, l'hospitalisation, l'assurance-maladie pour les enfants de migrants de moins de 18 ans et les mineurs non accompagnés, le programme d'intervention en faveur des familles africaines sans statut juridique, et les services de santé offerts aux personnes séjournant dans le centre « Holot », se reporter à la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 34).

Droit à la sécurité sociale et aux services sociaux

236. Comme indiqué plus haut, le Ministère des affaires sociales et des services sociaux participe au programme de lutte contre la discrimination à l'égard des citoyens israéliens issus de la population éthiopienne. Dans ce cadre, il a mis sur pied une table ronde qui regroupe des travailleurs sociaux de tout rang et tout district ainsi que des représentants de la population éthiopienne.

237. Le Ministère se préoccupe en outre de la protection et des questions sociales concernant tous les enfants et jeunes israéliens, en particulier ceux appartenant à la population éthiopienne. Entre autres activités, il gère un programme d'identification et d'assistance aux enfants et jeunes en situation de risque, notamment les risques physiques, liés au développement, à la santé, à la protection sociale, à l'appartenance sociale, ou encore aux comportements dangereux. L'année dernière, il a recensé 115 315 enfants juifs à risque, dont 8 % (3 908 enfants) d'origine éthiopienne. Parmi les enfants recensés, 17 900 ont été intégrés dans le programme ; 10,1 % d'entre eux (1 818 enfants) sont issus de la population éthiopienne.

238. Pour plus de précisions, se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques.

5. Droit à l'éducation et à la formation professionnelle

Législation

239. L'un des objectifs assignés au système éducatif en Israël est de garantir l'égalité des chances à tous les enfants, comme le spécifie l'article 2, paragraphe 8, de la loi n° 5713-1953 relative à l'éducation nationale (« loi sur l'éducation nationale »). De même, l'article 5 A) 1) de la loi n° 5761-2000 relative aux droits des élèves proscrit toute forme de discrimination de la part des autorités gouvernementales et locales ou de tout établissement d'enseignement lors de l'inscription des élèves.

240. En raison de restrictions budgétaires, la mise en œuvre progressive de la loi n° 5757-1997 relative à l'allongement de la journée scolaire et au programme de valorisation, détaillée dans le rapport initial d'Israël, devrait être menée à bonne fin pour l'année scolaire 2017-2018 (loi n° 5776-2015 relative au rendement économique – modifications législatives pour atteindre les objectifs budgétaires pour les exercices 2015 et 2016).

241. De surcroît, en 2014 le Gouvernement a promulgué entre autres la loi n° 5774-2014 relative à la supervision de la qualité de l'alimentation et d'une nutrition adaptée dans les établissements d'enseignement, qui fait obligation à l'État de contrôler la valeur nutritionnelle de tous les aliments qui y sont servis et vendus, comme indiqué plus haut à la page 66.

Droits des élèves

242. Le 24 mars 2014, la Knesset a approuvé la modification n° 4 à la loi n° 5761-2000 relative aux droits des élèves, qui ajoute l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle à la liste des motifs considérés comme discriminatoires à l'égard des élèves.

243. Le 11 juillet 2011, la Knesset a approuvé la modification n° 3 de la loi n° 5761-2000 relative aux droits des élèves, qui ajoute l'origine nationale à la liste des motifs considérés comme discriminatoires à l'égard des élèves.

Données statistiques

244. Pour des données statistiques et des informations supplémentaires concernant le droit à l'éducation, notamment les élèves par niveau d'enseignement, leur répartition par classe et populations (tableau n° 8), les taux d'alphabétisation et le niveau d'instruction de la population adulte entre 2006 et 2014 par groupe de population, sexe et âge (tableau n° 9), se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 19).

Abandon scolaire – taux et prévention

245. Le taux de fréquentation est un indicateur majeur de l'efficacité du système éducatif. Le Ministère de l'éducation dispose d'un service spécifique regroupant des agents chargés de surveiller la fréquentation scolaire, qui se rendent régulièrement dans les écoles pour maintenir cette fréquentation et prévenir les abandons. Ce service travaille dans le respect de la loi sur l'enseignement obligatoire (article 4). Depuis avril 2016, il existe 623,7 postes standard pour ces agents qui, dans la pratique, sont au nombre de 679 (soit une augmentation de 36 % par rapport à 2010) ; 435 d'entre eux exercent leurs fonctions dans des localités juives, 75 auprès de la population ultra-orthodoxe, 138 dans des localités arabes, et 25 dans des localités bédouines. En outre, six agents sont spécifiquement en charge de la population éthiopienne, bien que de nombreux agents affectés à la réduction du taux d'abandon de la population générale s'en occupent également.

246. Pour tout complément d'information sur le taux total d'abandon scolaire pour les populations juive et arabe, se reporter à l'annexe n° I à ce rapport (p. 22).

247. Il convient de noter que **la réduction totale du taux d'abandon entre 2010 et 2013 se monte à 42,8 %**. Les mesures prises ces dernières années ont entraîné une réduction considérable du taux d'abandon scolaire, dans pratiquement chaque niveau, au sein des différentes populations en Israël.

Obtention du diplôme de fin d'études secondaires

248. Pour des précisions sur les conditions d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires et sur les élèves en 12^e année, les candidats aux examens et les candidats reçus en 2014, se reporter à la page 22 et au tableau n° 10 dans l'annexe n° I à ce rapport.

Programmes d'aide à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires

249. Le Ministère de l'éducation met en œuvre de nombreux programmes visant à relever le niveau des élèves faibles et améliorer leurs chances de réussite à tous les examens de fin d'études secondaires. Afin d'accroître la proportion d'élèves aptes à obtenir le diplôme de fin d'études secondaires, le Ministère recourt à quatre types de mesures : il encourage les élèves à passer ces examens, apporte un soutien intensif à ceux qui en ont besoin, met en place des structures pédagogiques pour la poursuite d'études après le secondaire, et prend à sa charge les frais de scolarité des élèves qui n'ont qu'un ou deux examens à repasser pour obtenir leur diplôme. Le ministère attribue des fonds aux établissements scolaires qui prévoient de prendre les initiatives qu'ils jugent utiles dans ce domaine.

Département des services psychologiques et consultatifs (« Shefi »)

250. Le « Shefi » est un département du Ministère de l'éducation chargé d'assurer des consultations et de fournir des conseils psychologiques et pédagogiques aux élèves, parents et éducateurs. Parmi ses principaux objectifs figurent la promotion du bien-être mental des élèves, ainsi que la recherche de solutions pour les enfants à risque et d'informations en termes de localisation, de prévention et de traitement.

251. Le département compte actuellement 2 800 psychologues affectés dans les jardins d'enfants et établissements scolaires de toutes les collectivités locales en Israël, qui s'occupent d'enfants depuis l'âge de 3 ans jusqu'aux élèves de 12^e année. Parmi ces psychologues, 1 598 œuvrent auprès de la population juive, 246 auprès de la population arabe, 17 parmi la population druze et 84 parmi la population bédouine, avec un taux de couverture de respectivement 70 %, 62 %, 91 % et 78 %.

252. Il emploie 4 912 conseillers en éducation qui travaillent dans des établissements d'enseignement supérieur, dont 941 (19,2 %) au service de la population arabe.

Enseignement spécialisé

253. Le Ministère de l'éducation propose des services éducatifs spécialisés dans tout le pays et à toutes les populations sur un pied d'égalité, pour les enfants âgés de 3 à 21 ans ayant des besoins spéciaux qui, en vertu de la loi, sont autorisés à bénéficier de ces services.

254. Pour des informations complémentaires à ce sujet, notamment le nombre d'élèves handicapés et de classes qui leur sont destinées en fonction du type de handicap et du groupe démographique (2014-2015), voir l'annexe n° I à ce rapport (p. 23) et le tableau n° 11.

Cadres d'enseignement spécialisé pour la population bédouine

255. Conformément à la décision gouvernementale n° 3148 d'avril 2011, la mise en place du complexe de réadaptation en trois volets destiné aux enfants bédouins ayant des besoins spéciaux à Tel-Sheva se poursuit. Pour plus d'informations, voir la partie III de l'annexe n° II à ce rapport (p. 42).

Ressources de l'enseignement – Dépenses nationales pour l'éducation

256. Le Ministère de l'éducation a pour politique de fournir un budget égal à tous les établissements scolaires, suivant des critères clairs et transparents, tout en octroyant des crédits supplémentaires à certaines populations, pour des motifs pédagogiques aussi bien que socio-économiques.

257. Ainsi, à titre d'exemple, le budget prévu pour l'instruction d'un élève se monte à 14 715 de nouveaux shekels israéliens (3 870 dollars) dans l'enseignement juif, et à 15 375 de nouveaux shekels israéliens (4 046 dollars) dans l'enseignement arabe. Dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle, l'investissement consacré à un élève juif s'élève à 24 344 millions de nouveaux shekels israéliens (6 406 dollars), et à 18 667 de nouveaux shekels israéliens (4 912 dollars) pour un élève arabe.

258. Le Ministère a conscience des disparités de budget par élève selon le type d'établissement scolaire ; toutefois, ces différences ne reflètent pas une préférence financière pour une population par rapport à une autre, mais résultent de la complexité du modèle salarial des enseignants. Ainsi, si deux établissements scolaires sont identiques mais que l'un est doté d'un personnel enseignant jeune et l'autre d'un personnel enseignant de grade supérieur, ces établissements se verront attribuer des budgets différents en raison de spécificités liées à l'ancienneté et aux conventions collectives applicables. Pour des informations sur le niveau moyen d'ancienneté des enseignants par année et par population, voir le tableau n° 12 de l'annexe n° I à ce rapport.

259. Ces dernières années, le Ministère a alloué une grande partie de ses ressources supplémentaires de manière différentielle, en privilégiant les zones périphériques, les populations les plus fragiles, et en conséquence la population arabe.

260. Par ailleurs, il a lancé un plan quinquennal destiné à combler les écarts et favoriser l'égalité dans l'enseignement primaire et intermédiaire, qui devrait accroître sensiblement le budget des établissements scolaires arabes. Ce programme comprend des heures d'enseignement supplémentaires à destination de la population arabe, pour un budget d'un milliard de nouveaux shekels israéliens (260 millions de dollars) sur plus de cinq ans, ainsi que de nouveaux financements substantiels pour des activités de valorisation (100 millions de nouveaux shekels israéliens en 2016, soit 26 millions de dollars, et 188 millions de nouveaux shekels israéliens en 2018, soit 49,5 millions de dollars).

261. Le Ministère n'a cessé de réfléchir aux manières de réduire les écarts dans l'enseignement supérieur, par exemple par des ajustements dans le mécanisme de budgétisation ou la mise en place d'un programme national de soutien à la formation professionnelle et technologique qui accordera la priorité à la population arabe. Durant la période 2014-2015, le Ministère a ajouté une unité d'enseignement complète pour la

population arabe (notamment les Druzes et les Bédouins) pour un budget total de 38 millions de nouveaux shekels israéliens (10 millions de dollars).

262. Aide financière supplémentaire. L'Administration de coordination et de supervision du Ministère de l'éducation dirige un programme de bourses d'études destiné à aider les élèves issus de familles en situation précaire, toutes populations confondues, notamment parmi les Arabes, les Bédouins, les Druzes et les Circassiens. Ces bourses doivent contribuer au financement des frais généraux incombant aux parents, du matériel et des aides pédagogiques, des sorties scolaires et des activités socio-éducatives. En 2015, environ 44 % du budget de ces bourses ont été alloués à des élèves issus de familles arabes, bédouines, druzes et circassiennes.

Construction de nouvelles écoles

263. Ces dernières années, les systèmes éducatifs hébreu et arabe ont enregistré tous deux une hausse régulière du nombre d'établissements scolaires. Le nombre total d'écoles a augmenté de 9,3 % parmi la population juive (passant de 3 480 en 2010 à 3 807 en 2015), et de 15,1 % parmi la population arabe (passant de 878 à 1 011 pendant la même période).

Construction d'écoles et nouvelles salles de classe dans les quartiers Est de Jérusalem

264. Ces quelques dernières années, dans des quartiers Est de Jérusalem, un certain nombre de nouveaux établissements scolaires ont vu le jour. Ils comportent 800 salles de classe environ, et 1 000 salles de classe supplémentaires se trouvent actuellement à divers stades de planification et de construction. Par ailleurs, de nouvelles salles de sport ont été aménagées à Beit Safafa, Al-Issawiya, et dans d'autres quartiers.

265. Investissements dans les infrastructures physiques. La municipalité de Jérusalem soutient une révolution technologique, avec la distribution de 1 720 ordinateurs de bureau et portables aux écoles, jardins d'enfants et enseignants des quartiers Est de Jérusalem, et 350 autres ordinateurs destinés aux domiciles des élèves. Par ailleurs, elle a fourni 7 tableaux interactifs dernier cri à 6 écoles de ces quartiers.

266. L'année passée, la municipalité a entrepris la mise en œuvre d'une initiative visant à allonger la journée scolaire dans les établissements secondaires des quartiers Est de Jérusalem, avec un programme étendu jusqu'à 17 h 30 tous les jours. Les élèves bénéficient d'un cadre éducatif structuré, avec une variété de classes intéressantes et de cours enrichissants. Depuis qu'il a débuté, il y a un an et demi, ce projet s'est révélé extrêmement fructueux, avec un doublement du nombre des élèves qui y participent.

267. Depuis 2012-2013, la municipalité a investi 1 000 000 de nouveaux shekels israéliens (263 150 dollars) par an dans un nouveau programme dans le domaine des sciences, destiné aux élèves des quartiers Est de Jérusalem. Cette initiative vise à accroître le pourcentage d'élèves qui choisissent une spécialisation scientifique à leurs examens de fin d'étude secondaire (l'examen Tawjiha). L'objectif est d'ouvrir la voie au milieu universitaire et aux perspectives de carrière, et de permettre ainsi à des élèves arabes de rejoindre plus tard les rangs de la population active.

Décisions gouvernementales

268. Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a adopté plusieurs décisions pluriannuelles en faveur de la population arabe, notamment des Bédouins, des Druzes et des Circassiens, pour un budget total de 3,7 milliards de nouveaux shekels israéliens (1 milliard de dollars). La partie III de l'annexe n° II à ce rapport comporte plusieurs exemples de ces décisions (p. 43).

Nouveaux programmes d'enseignement

269. Ces dernières années, l'Administration de l'éducation du Ministère de l'éducation a lancé quatre programmes d'enseignement destinés à soutenir les élèves en réussite scolaire : « Atidim », « Psagot », « Mentorat » et « Alpha ». Pour des informations supplémentaires sur ces programmes et la participation des élèves, se reporter à la p. 26 et au tableau n° 14 de l'annexe n° I à ce rapport.

Enseignement scientifique et technique

270. Le Bureau des **sciences** et de la **communauté** du Ministère de la science, de la technologie et de l'espace s'attache à promouvoir les sciences et la technologie au sein de la population en général, et l'un de ses principaux objectifs est d'inciter les élèves à étudier ces domaines. Chaque année, il organise une série d'activités extrascolaires visant à faciliter l'accès des jeunes à la science.

271. Pour connaître les activités **liées à la science** qui ont été organisées par le Bureau en 2015, et notamment pour des précisions sur le nombre de participants et les budgets, il convient de se reporter au tableau n° 15 de l'annexe n° I à ce rapport.

272. L'Agence spatiale israélienne mène d'autres activités éducatives destinées à encourager les élèves à étudier les domaines liés à l'espace. Ainsi, en 2015, l'Agence spatiale a organisé une académie en ligne (conférences virtuelles) auxquelles participaient 700 classes, dont 400 (57 %) fréquentées par la population arabe, et mis sur pied le « projet Hoopoe » consistant à faire construire un nanosatellite par plusieurs groupes d'élèves issus de cinq établissements scolaires, dont un fréquenté par la population arabe.

273. Au cours de la Semaine israélienne de l'espace en février 2016, 80 écoles, dont 25 fréquentées par des élèves arabes, ont participé à des activités scientifiques dédiées dans le musée Eretz Israël de Tel-Aviv-Jaffa.

274. On peut également citer huit activités scientifiques organisées dans des centres communautaires en Israël, dont une dans un centre communautaire de la population arabe. En outre, dans le cadre de la Convention Ramon sur l'éducation et l'espace, 15 établissements scolaires, dont 3 desservant la population arabe, ont présenté divers projets scientifiques.

275. Le Ministère accorde des bourses annuelles aux étudiants des deuxièmes et troisièmes cycles dans un certain nombre de domaines, en vue de soutenir ses objectifs et permettre aux jeunes de se familiariser véritablement avec ces domaines. En 2015, le Ministère a octroyé environ 150 bourses, dont plus de 33 % à des femmes. En outre, il finance des activités étudiantes dans le cadre d'un projet de tutorat dans le domaine de la science. En 2015, 241 étudiantes et 261 étudiants ont bénéficié de bourses pour participer à ce projet.

276. Le Ministère de la science, de la technologie et de l'espace fournit une aide supplémentaire aux centres régionaux de recherche-développement, dans le but de mettre en place des activités de recherche scientifique dans des régions où ces activités sont peu développées. Sept de ces centres régionaux, dont 2 situés dans des localités arabes, bénéficient actuellement de cette aide supplémentaire, qui représente au total 13 millions de nouveaux shekels israéliens (3,4 millions de dollars).

Éducation – la population bédouine

277. Les Bédouins qui vivent dans les villes existantes bénéficient des mêmes droits et possibilités que tout autre citoyen israélien, notamment le droit de suivre un enseignement scolaire à tous les niveaux, conformément à la législation israélienne. De fait, la situation concernant leur instruction s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, comme le montrent les données ci-après.

278. Selon le Ministère de l'éducation, 91 000 élèves bédouins auraient intégré diverses structures du système éducatif en 2015. Pour des informations sur le nombre des établissements d'enseignement et des élèves par niveau d'enseignement et district (2014), voir le tableau n° 16 dans l'annexe n° I à ce rapport.

279. Au cours des cinq dernières années, la population bédouine en Israël a bénéficié de la création de plus de 30 établissements scolaires, auxquels s'ajoutent de nouveaux jardins d'enfants. La plupart de ces établissements sont pourvus de laboratoires de science et technologie, de classes d'informatique et d'autres outils pédagogiques de pointe.

280. Dans le cadre de la décision gouvernementale n° 3708, plusieurs plans quinquennaux (2012-2016) ont été approuvés en vue d'améliorer les résultats scolaires des élèves issus de la population bédouine, pour un budget total de 124 millions de nouveaux

shekels israéliens (33,5 millions de dollars). Les principaux programmes approuvés sont notamment les suivants : accroissement du nombre des classes d’alphabétisation de la maternelle au lycée ; hausse de la fréquentation scolaire et réduction des taux d’abandon ; administration d’un projet intitulé « l’enseignement en vue d’une carrière » ; identification et diagnostic des obstacles à l’apprentissage ; élargissement de l’enseignement technologique et d’autres disciplines aux jeunes non scolarisés et aux adultes ; développement des activités des organisations de jeunes et des camps d’été dans les localités bédouines ; soutien à la construction de salles de classe et d’établissements scolaires ; gestion de centres et programmes destinés à promouvoir et encourager l’excellence ; élargissement du fonctionnement du programme de promotion de l’excellence parmi les élèves de l’enseignement secondaire ; mise en œuvre d’un programme préparant les élèves de 12^e année à intégrer le milieu universitaire et le marché du travail ; autonomisation et développement des capacités d’encadrement personnelles ; et mise à niveau de l’enseignement scientifique et technologique au sein de la population bédouine.

281. Il convient de se reporter également aux informations ci-dessus (dans ce même article) relatives à la mise en place d’un complexe de réadaptation en trois volets destiné aux enfants bédouins ayant des besoins spéciaux à Tel-Sheva.

282. L’Institut de formation de science et technologie du Ministère de l’éducation gère un cours spécial qui comprend une bourse complète, un revenu mensuel et le paiement des frais de transport pour les élèves bédouins qui satisfont aux critères applicables. En 2014, 48 élèves, dont 13 filles, ont commencé leurs études, et 100 autres élèves ont été intégrés à ce cours d’apprentissage en 2015.

283. Le 23 septembre 2014, le Gouvernement a adopté la décision n° 2025 par laquelle il a décidé, notamment, de mener un programme pilote de crèches dans trois zones industrielles de la région du Néguev et d’accroître le nombre de garderies subventionnées et de structures d’accueil pour l’après-midi. Cette même décision prévoit d’améliorer l’environnement d’apprentissage technologique des établissements scolaires et approuve l’octroi d’une subvention aux collèges techniques dans les localités du Sud.

Éducation – la population éthiopienne

284. Le 23 octobre 2015, le Gouvernement a adopté la décision n° 666 en vue de renforcer l’éducation non formelle des enfants d’origine éthiopienne. Cette décision prévoit l’attribution d’un budget de six millions de nouveaux shekels israéliens (1,6 millions de dollars) aux activités extrascolaires des enfants issus de la population éthiopienne pour la période 2017-2019. Elle est entrée en vigueur le 8 novembre 2015.

285. Assistance financière. Le Ministère de l’éducation octroie une assistance financière aux enfants d’origine éthiopienne à hauteur de 400 ou 800 nouveaux shekels israéliens (105 ou 210 dollars des États-Unis) en fonction de la date d’immigration. En 2015, 10 322 élèves d’origine éthiopienne au total ont bénéficié de cette assistance.

Enfants de travailleurs étrangers

286. D’après les données du Ministère de l’éducation, l’intégralité des enfants de travailleurs étrangers et migrants en Israël âgés de 3 à 18 ans sont inscrits dans des jardins d’enfants ou établissements scolaires.

Enseignement supérieur

287. Voir l’annexe n° I à ce rapport (p. 28).

Examen psychométrique d’admission à l’université

288. L’examen psychométrique d’admission est un examen national normalisé en Israël, qui permet généralement d’intégrer l’enseignement supérieur. Il porte sur trois domaines – les mathématiques, le raisonnement verbal et l’anglais – et est géré par l’Institut national des examens et évaluations.

289. Il peut être passé en hébreu, arabe, russe, français, espagnol, ou à la fois en hébreu et anglais. Cinq sessions par an sont habituellement organisées, dont 4 accessibles aux candidats arabes.

290. Le Ministère de l'éducation déploie des efforts considérables pour améliorer l'accès des élèves arabes à l'enseignement supérieur. Ainsi, en 2010, il a spécifiquement formé 150 conseillers pédagogiques et autres spécialistes pour les affecter dans des centres de préparation à l'examen psychométrique d'admission mis en place pour 500 élèves de la communauté arabe.

291. Le Ministère de la science, de la technologie et de l'espace fournit une assistance supplémentaire et attribue des bourses spéciales aux élèves arabes pour leur permettre de suivre un cours de préparation à cet examen.

292. Lors de l'élaboration de l'examen, l'Institut national tient compte des spécificités entre les groupes de population ; il s'assure de la neutralité de l'examen et s'attache à cerner les sensibilités de ces groupes en termes de sexe, religion, populations et rectitude politique.

293. La version arabe de l'examen est rédigée par une équipe universitaire spécialisée, composée de personnes de langue maternelle arabe. Cette équipe est chargée de contrôler l'énoncé en arabe afin d'éviter les disparités entre les versions hébraïque et arabe et de supprimer les points de référence inégalitaires entre les candidats.

294. Mesures supplémentaires. En janvier 2010, le Comité du plan et budget auprès du Conseil de l'enseignement supérieur a lancé un plan pluriannuel pour la période 2011-2016 en vue de permettre aux populations minoritaires, notamment les ultra-orthodoxes, d'accéder plus facilement à l'enseignement supérieur. Le Comité et le Ministère des finances ont prévu un budget de quelque 500 millions de nouveaux shekels israéliens (135,1 millions de dollars) à cet effet.

295. En mars 2013, une équipe professionnelle dirigée par le Directeur adjoint responsable du plan et des politiques auprès du Comité a publié un rapport intitulé « Le pluralisme et l'égalité des chances dans l'enseignement supérieur – élargissement de l'accessibilité des études universitaires aux Arabes, Druzes et Circassiens en Israël ». Dans ce rapport, l'équipe fournit des précisions sur les instruments existants destinés à accroître la présence de ces populations dans les établissements d'enseignement supérieur. Les principales recommandations de l'équipe sont les suivantes.

Information, orientation et conseils préparatoires

- Des centres ont été constitués notamment pour assurer un service d'orientation professionnelle et éducative à la population arabe, et lui fournir des conseils en matière d'emploi. Ils ont été mis en place dans 18 localités arabes, et 17 autres centres sont en cours de création.
- Depuis 2014, dans plus de 100 établissements secondaires, le Comité met en œuvre un programme destiné à doter les élèves d'outils les aidant à choisir le domaine universitaire qui leur convient le mieux. Des responsables de l'enseignement coopèrent avec les établissements secondaires pour procurer aux élèves des renseignements notamment sur les établissements universitaires et les cours, et les aider à remplir leur demande de candidature.
- Le personnel des établissements secondaires est formé pour faire connaître activement aux élèves les critères d'admission dans les établissements universitaires.

Formation et cours préparatoires

- Depuis 2013, tout établissement préparatoire financé par le Comité qui accueille des étudiants issus des minorités reçoit des fonds supplémentaires pour proposer des cours d'hébreu, des dortoirs/transports, des cours préparatoires à l'examen psychométrique d'admission, ainsi qu'un conseiller.
- En outre, le Comité participe à une campagne de marketing et valorisation de ces établissements à destination de la population arabe. Depuis 2014, il décerne des

bourses d'excellence à 20 % des diplômés des classes préparatoires issus de populations minoritaires.

Programmes de formation universitaire au grade de premier cycle

- Un cours accéléré spécial a été mis en place pour les élèves des populations minoritaires qui sont admis dans des établissements d'enseignement supérieur. Il leur permet d'acquérir des compétences et informations majeures, notamment en termes de langues (tant l'hébreu que l'anglais), de faculté d'apprentissage, d'orientation universitaire, de gestion du temps, de connaissances en informatique, d'enseignement bibliographique, d'informations sur l'anxiété liée aux examens, d'activités sociales, etc.

Programmes d'intégration

- Le Comité alloue un budget d'environ 90 millions de nouveaux shekels israéliens (23,7 millions de dollars) à des programmes visant à faciliter l'intégration des étudiants arabes au début de leur première année universitaire. Ces programmes incluent, entre autres, une orientation sociale, un tutorat, des ateliers universitaires, un soutien psychologique et une orientation universitaire professionnelle.

Incorporation des diplômés arabes dans le corps universitaire

- L'équipe professionnelle a recommandé d'encourager les étudiants excellents à obtenir des diplômes d'études supérieures et d'incorporer les candidats qualifiés dans le corps universitaire.
- Bourses et fonds. Le Comité, aux côtés du bureau du Premier Ministre et d'ONG, travaillent à la création d'un fonds de bourses et de prêts. La préférence sera donnée notamment à l'excellence et aux activités para-universitaires.

296. En sus de ce qui précède, le Comité, par l'intermédiaire d'un comité directeur permanent, organise des programmes de soutien supplémentaires pour la population arabe ou des programmes d'application générale qui incluent également des étudiants arabes :

- Ainsi, depuis 2014, il administre un fonds spécial de bourses destiné à la population arabe, qui fournit un soutien aux étudiants compte tenu de leur situation socio-économique, leur domaine d'étude, etc. Chaque année, 650 étudiants, dont plus de 50 % de femmes, perçoivent ces bourses.
- Les bourses d'excellence « Ma'of » sont destinées aux scientifiques issus de la population arabe que des établissements d'enseignement supérieur souhaitent recruter dans le corps universitaire. Sept de ces bourses sont accordées chaque année, pour un budget annuel de 3 millions de nouveaux shekels israéliens (810 000 dollars).
- Des bourses de tutorat (bourses « Perah ») sont destinées aux étudiants de premier cycle qui se portent volontaires pour faire du tutorat auprès de lycéens en contrepartie du paiement de 50 % de leurs frais de scolarité annuels. Le taux d'étudiants arabes qui participent à ce projet est de 27 %, et celui des établissements scolaires fréquentés par la population arabe qui en bénéficient de 21 %. Le budget annuel du projet se monte à environ 130 millions de nouveaux shekels israéliens (33 millions de dollars).
- Fonds d'assistance aux étudiants. Le Comité du plan et budget et le Ministère de l'éducation recourent à un fonds spécial pour aider les étudiants nécessiteux. En 2015-2016, son budget total représentait environ 80 millions de nouveaux shekels israéliens (21 millions de dollars). En 2012, 22 % des demandes émanaient d'étudiants arabes et 21 % des bénéficiaires étaient également arabes. En outre, 40 % des candidats à un prêt étaient de cette ascendance, et 80 % d'entre eux ont accepté le prêt.

297. Programme pluriannuel de soutien à la population éthiopienne. Le 14 juin 2016, le Conseil de l'enseignement supérieur a annoncé qu'il allait investir 100 millions de

nouveaux shekels israéliens (26,3 millions de dollars) pour accroître le taux d'inscription des élèves issus de la population éthiopienne dans l'enseignement supérieur. Un groupe de travail professionnel créé par le Conseil a examiné les difficultés et obstacles auxquels se heurtent ces élèves, élaboré un programme global pour y faire face, et fixé des objectifs pour les cinq prochaines années. Le budget réservé à ce programme contribuera à financer des initiatives visant à sensibiliser les candidats d'origine éthiopienne qui souhaitent intégrer l'université ou des écoles supérieures à leurs droits et aux possibilités qui s'offrent à eux, à subventionner des classes supplémentaires – ou des tuteurs personnels pour ceux qui le nécessitent –, à financer des cours de préparation au marché du travail, ou encore à fournir des allocations et bourses à tous les élèves issus de la population éthiopienne. Ce programme ciblera en premier lieu les élèves relevant des marges géographiques et sociales du pays.

6. Droit à une participation égale aux activités culturelles

298. L'Unité pour le patrimoine des communautés israéliennes du Ministère de l'éducation propose chaque année un concours d'expression écrite et de recherche sur des thèmes liés au patrimoine de toutes les communautés du pays. Concernant la population éthiopienne, en 2015 cette Unité a organisé un cours spécial destiné à sensibiliser les élèves au passé éthiopien, notamment à « l'opération Moïse » de 1994 au cours de laquelle 6 400 personnes ont été transférées d'Éthiopie en Israël, ou encore à discuter de poèmes religieux.

299. Pour plus d'informations, se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.

Patrimoine et culture arabes

300. Le 20 mars 2016, le Ministre de la culture et des sports a annoncé que le budget des activités culturelles pour la population arabe serait doublé, pour atteindre 20 millions de nouveaux shekels israéliens (5,26 millions de dollars) en 2016. Par ailleurs, il a présenté le plan quinquennal du Ministère pour le soutien de la population arabe et ajouté que celle-ci bénéficierait d'un budget supplémentaire réservé aux initiatives et manifestations culturelles. Il a en outre fait observer que sa directive annule la période d'attente de deux ans pour les nouvelles institutions culturelles, notamment arabes, qui souhaitent recevoir une aide financière du Ministère.

Patrimoines et cultures druzes et circassiens

301. Inchangé.

Promotion de la participation à la vie culturelle : rôle des moyens d'information et de communication

302. Inchangé.

Introduction et octroi de licences d'exploitation pour certaines chaînes

303. Inchangé.

Élaboration et production de concepts israéliens originaux et autorisations des chaînes de télévision étrangères

304. Inchangé.

Office israélien de radiodiffusion, deuxième Office de télévision et de radio, et programmes communautaires

305. Inchangé.

Statut de la langue arabe

306. Le 24 mai 2016, la Knesset a tenu sa toute première Journée de la langue arabe, au cours de laquelle plusieurs législateurs arabes et juifs se sont exprimés en réunion plénière

en arabe avec une traduction simultanée en hébreu, et des réunions de comité ont été consacrées à l'utilisation de la langue arabe dans la sphère publique. Lors de cette journée, sept comités gouvernementaux se sont concentrés plus précisément sur la promotion de la langue et la culture arabes dans la société israélienne. Parmi les thèmes abordés figuraient les transports publics dans les localités arabes, l'enseignement de la langue arabe dans les établissements scolaires, ainsi que la mise en place de services judiciaires, services publics en ligne et services de santé en arabe. Cette journée spéciale s'est déroulée à l'initiative de la liste commune MK Youssef Jabareen.

307. En 2013, le Conseil de l'enseignement supérieur a décidé d'évaluer des programmes d'études en arabe pendant l'année scolaire 2014. À cet effet, il a nommé un comité d'examen composé de nouveaux experts internationaux et présidé par le professeur David Wasserstein, de l'Université Vanderbilt à Nashville, dans le Tennessee aux États-Unis. En 2014, ce comité s'est penché sur l'enseignement de la langue arabe (programmes d'étude, ressources humaines et personnel, étudiants, recherche, bourses, etc.) dans quatre universités israéliennes. En 2015, le Conseil de l'enseignement supérieur a adopté et approuvé les conclusions du comité qui, dans son rapport, se déclare satisfait du niveau d'enseignement de l'arabe et salue le travail de l'Université hébraïque en la matière.

308. En outre, en 2015 le Ministère de l'éducation a affecté 2 156 heures hebdomadaires au soutien de l'apprentissage de la langue arabe, avec notamment des leçons sur le monde arabe, la culture arabe et l'islam.

Lutte contre les manifestations d'hostilité dans le sport

309. Pour plus de précisions, se reporter à l'article 7 ci-dessous.

7. Droit d'accéder aux lieux de services

Transports publics

310. En ce qui concerne les services de transport public dans les localités bédouines, se reporter à l'article 5 D ci-dessus.

311. Le métro léger dans les quartiers Est de Jérusalem. Le métro léger de Jérusalem comprend 23 stations : 5 d'entre elles desservent essentiellement la population arabe en raison de leur proximité des quartiers arabes, 6 sont aménagées dans le centre de la ville et desservent à la fois des résidents arabes et juifs, et les 12 stations restantes sont situées à proximité de quartiers à majorité juive. Compte tenu du fait que les 6 stations du centre sont empruntées par tous, cette proportion – 5 stations situées près des quartiers arabes, contre 12 près des quartiers juifs – correspond plus ou moins au rapport entre les populations arabe et juive de Jérusalem.

312. La prolongation du métro léger vers d'autres quartiers de Jérusalem-Est se heurte à une difficulté pratique, étant donné que la pente y est plus forte et ne se prête pas à la circulation d'un métro léger. Toutefois, dans le cadre du plan général à long terme relatif aux transports municipaux, il est prévu de remédier à ces problèmes topographiques en construisant un tunnel et en proposant davantage de dessertes dans tous les quartiers Est de Jérusalem.

Article 6

313. Comme le mentionnent les précédents rapports d'Israël, le système judiciaire israélien constitue, pour l'individu, le principal garant « contre tous actes de discrimination raciale qui sont autant d'infractions à l'exercice des droits et des libertés fondamentales de l'homme ». Ce système judiciaire est accessible à tous sans discrimination, y compris à ceux qui n'ont pas la nationalité israélienne. Chacun peut intenter une action aussi bien à l'encontre d'une personne que du Gouvernement israélien pour toute atteinte ou préjudice occasionné à lui-même ou ses biens, et demander une réparation ou une injonction. En sus de la procédure judiciaire normale, la Cour suprême, siégeant en tant que Haute Cour de

Justice, peut assigner en justice le Gouvernement et les organismes publics – ce qu'elle fait effectivement.

314. Pour tout complément d'informations sur les mécanismes de protection des droits de l'homme, de se reporter au document de base d'Israël de 2008 (HRI/CORE/ISR/2008) et au document de base modifié en 2014 (HRI/CORE/ISR/2015) (section IV) A), vi) à xiii)).

315. Parmi les autres dispositifs figurent notamment :

- i) le Groupe d'enquête des gardiens, qui est chargé d'examiner les plaintes déposées par les détenus contre des gardiens de l'administration pénitentiaire israélienne ;
- ii) et l'Inspecteur en charge des plaintes contre les enquêteurs de l'Agence israélienne de sécurité ; se reporter au document de base d'Israël de 2008 (HRI/CORE/ISR/2008) et au document de base modifié en 2014 (HRI/CORE/ISR/2015) (article 1 II) F).

316. Concernant l'aide juridictionnelle, se reporter à l'article 5 A ci-dessus.

Jurisprudence

317. Voir la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 17).

Article 7

Mesures visant à lutter contre les préjugés et à promouvoir la compréhension et la tolérance

A. Formation et enseignement

Formation contre la propagande en faveur de la haine et enseignement des droits de l'homme

318. Formation contre la propagande en faveur de la haine. Ces dernières années, le Ministère de l'éducation a mis en place plusieurs programmes éducatifs ayant pour thèmes la démocratie, la tolérance, la coexistence et les droits de l'homme, en vue de diffuser des connaissances et outils dans ces domaines et lutter contre toutes formes de discrimination. Ces thèmes s'inscrivent dans le cadre de programmes éducatifs spéciaux destinés à des élèves de tous âges et ont pour but de les familiariser avec les différents groupes de la société israélienne. De plus, les principes de la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, les droits des minorités et le pluralisme sont traités dans des cours d'instruction civique.

319. Des programmes d'enseignement portant sur des sujets liés aux droits de l'homme sont régulièrement menés à bien dans tout le pays. Israël a conçu des formations spéciales, telles qu'une « Journée annuelle des droits de l'homme » consacrée chaque année à un aspect différent des droits de l'homme, avec un programme d'enseignement approprié qui est élaboré à la fois en arabe et en hébreu. Ainsi, en 2015-2016, le thème retenu était le droit à la liberté d'expression dans le cadre de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). En 2014-2015, il s'agissait du droit à la dignité humaine. En 2013-2014, la journée portait sur la question de « la responsabilité sociale envers "les autres" dans la société » et mettait l'accent en particulier sur la tolérance, la coexistence, l'égalité et l'acceptation des autres. En 2012-2013, le thème retenu était « le droit à la participation politique dans la société », et plus particulièrement les droits politiques, l'égalité, etc.

Programmes visant à favoriser la démocratie et la tolérance

320. Le Ministère de l'éducation s'efforce d'accroître la place faite aux principes de démocratie et de coexistence dans ses programmes d'enseignement et, dans ce cadre pédagogique, de lutter contre toute forme de discrimination. Pour des précisions sur les

programmes éducatifs sur la démocratie, la tolérance et la coexistence, voir la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 36).

321. En outre, le Ministère a élaboré des programmes de formation pour les enseignants, afin d'aider à présenter efficacement à leurs élèves les thèmes des droits de l'homme, l'égalité, la tolérance et la coexistence. Il a également alloué 100 heures supplémentaires d'enseignement aux établissements scolaires désireux de promouvoir la coexistence ou les valeurs démocratiques, ou les deux. Plusieurs exemples de ces programmes figurent dans la partie II de l'annexe n° II à ce rapport (p. 36).

322. Le Ministère gère une initiative qui encourage les élèves juifs et arabes à étudier ensemble des matières telles que les mathématiques, l'anglais et l'éducation civique, en face à face ou par vidéoconférence.

323. Par ailleurs, il a mis en place un projet visant à éliminer les stéréotypes et le racisme, en favorisant la tenue de rencontres entre les diverses populations, auxquelles quelque 17 000 élèves ont assisté l'année dernière.

Mesures prises pour la révision des manuels scolaires

324. Le bureau des manuels scolaires du Ministère de l'éducation est chargé d'approuver tous les livres de classes et le matériel pédagogique pour l'ensemble des établissements d'enseignement. Ce bureau assure la mise à jour des manuels scolaires et du matériel pédagogique, ainsi que la révision de ces supports en termes de contenu général et de contenu éducatif propre au domaine d'étude.

325. Conformément à la directive n° 6 du Directeur général du Ministère en date du 3 mai 2015, intitulée « Méthodes pédagogiques », ce bureau est tenu de veiller à ce que le matériel pédagogique inclut une représentation adéquate et sans stéréotype des deux sexes, et de toutes les populations de la société israélienne, qui soit adaptée aux exigences du programme d'enseignement concerné.

Diffusion des conventions relatives aux droits de l'homme

326. Les instruments et protocoles relatifs aux droits de l'homme auxquels Israël est partie sont disponibles en hébreu, arabe et anglais sur le site Web du Ministère de la justice. Sur ce même site figure également le recueil intégral des travaux issus de la collaboration entre Israël et les comités des droits de l'homme des Nations Unies, notamment les rapports initiaux et périodiques d'Israël, la liste de points et les réponses à cette liste, les observations finales, la suite à donner aux présentations orales d'Israël tel que requis par les divers comités dans leurs observations finales, ainsi que d'autres documents connexes.

327. En 2012, l'ensemble des observations finales formulées par tous les comités des droits de l'homme concernant Israël ont été traduites en hébreu et publiées sur le site Web du Ministère de la justice. Le cas échéant, des liens renvoient également à leur traduction en arabe faites par les Nations Unies.

Formation des responsables de l'application des lois

L'Institut de formation juridique des avocats et des conseillers juridiques du Ministère de la justice

328. L'Institut de formation juridique des avocats et des conseillers juridiques du Ministère de la justice organise régulièrement de nombreux séminaires, cours et formations professionnelles (suivis par des centaines de praticiens) destinés à sensibiliser aux questions relatives aux droits de l'homme et à éliminer la discrimination raciale. Ces dernières années, les formations ont porté sur les thèmes suivants : la lutte contre le racisme et la prévention de la discrimination (janvier 2014), la population arabe en Israël (novembre 2011, juin 2015), l'égalité et le droit en tant qu'outil de promotion de l'égalité dans la société (octobre 2013), la lutte contre la traite des êtres humains (octobre 2013, mars 2015, mars 2016), l'égalité des droits des personnes handicapées (septembre 2011), les droits de l'homme dans le droit international (décembre 2014, novembre 2015), et l'égalité (octobre 2014, novembre 2015 ; nouvelle formation prévue pour novembre 2016). L'Institut dirige

d'autres séminaires sur des sujets tels que la liberté d'expression contre les incitations, les droits sociaux, etc.

L'Institut des hautes études judiciaires

329. L'Institut organise des conférences, séminaires et cours destinés aux magistrats qui portent sur les diverses formes de discrimination dans le cadre juridique. En 2015-2016, ces séminaires concernaient la traite des êtres humains, les droits de l'enfant, la lutte contre le racisme et la discrimination, et les droits de l'homme et la procédure pénale. De même, en 2014-2015, l'Institut a organisé des conférences, séminaires et cours à l'intention des juges sur diverses questions relatives aux droits de l'homme, telles que la traite des êtres humains, l'égalité et la non-discrimination, ainsi que l'immigration et le droit des réfugiés.

Les Forces de défense israéliennes (FDI)

330. L'École de droit militaire accueille de multiples activités de formation relatives aux droits de l'homme et au droit des conflits armés, destinées aux Forces de défense israélienne. Ces activités incluent des conférences et cours universitaires portant sur les applications tant pratiques que théoriques du droit international. Elles analysent des cas opérationnels réels et fictifs spécifiquement conçus pour les participants et leurs spécialités militaires. En outre, les commandants et le Département de droit international de l'École prennent part à des exercices opérationnels destinés à leur fournir les outils professionnels qui leur permettront de faire face à ce genre de problèmes conformément au droit international.

331. Chaque année, les soldats et commandants appelés de ces Forces ainsi que les réservistes peuvent assister à plusieurs centaines de conférences, qui privilégient des sujets complexes, tels que les pratiques en matière d'arrestation et de détention, les obligations juridiques du soldat, les responsabilités juridiques des commandants, ainsi que les lois et règles de conduite en temps de conflit armé.

332. En matière de droits de l'homme, l'accent est mis en particulier sur les obligations juridiques à l'égard des populations civiles, telles que l'interdiction de se servir des populations civiles à des fins militaires, les droits des prisonniers et des détenus, l'interdiction de recourir à des menaces et à la force physique pendant les interrogatoires sur le terrain, le principe de l'égalité, etc.

L'Agence de sécurité israélienne

333. Ces dernières années, le Département juridique de l'Agence de sécurité israélienne et plusieurs dizaines de ses agents ont suivi une formation spécifique sur le droit international, dont le droit des droits de l'homme, les principales conventions relatives à ces droits, et les travaux des organes conventionnels des droits de l'homme.

334. En outre, le personnel opérationnel de l'Agence bénéficie d'un enseignement approfondi sur les conventions applicables en matière des droits de l'homme – notamment leurs répercussions dans le contexte atypique d'Israël – dans le cadre de formations préliminaires et continues. Ces formations instillent l'importance des principes fondamentaux des droits de l'homme, ainsi que le respect de l'état de droit et des pratiques énoncées par les tribunaux.

La police israélienne

335. La Section d'éducation et d'information de la police supervise des activités éducatives visant à garantir la prise en compte de différentes valeurs par les policiers au cours de leur travail, telles que la tolérance au sein d'une société multiculturelle, l'élimination des préjugés et la sensibilisation aux conventions relatives aux droits de l'homme qui s'appliquent.

336. Ces activités sont mises en œuvre dans le cadre du programme de formation de la police et d'ateliers spéciaux. Ces dernières années, l'accent a été mis sur la formation des commandants de police à tous les niveaux, car ce sont eux les mieux placés pour guider leurs subordonnés.

337. L'École de Police pour les enquêtes et le renseignement intègre dans sa formation les principales dispositions des conventions relatives aux droits de l'homme qui s'appliquent ainsi que le droit des conflits armés en ce qui concerne les procédures et la déontologie en matière d'enquêtes.

L'administration pénitentiaire israélienne

338. Les surveillants et responsables de l'administration pénitentiaire suivent régulièrement des formations à l'École des surveillants et responsables de l'administration pénitentiaire israélienne et sur leurs lieux d'affectation respectifs. Ces formations portent sur des sujets tels que la prévention du recours à la force, la déontologie du métier de surveillant, les valeurs que sont la dignité humaine et la liberté, et les droits et libertés des détenus. Ces sujets sont également abordés périodiquement dans le cadre de formations et conseils dispensés à d'autres membres du personnel pénitentiaire.

339. Les membres du personnel des centres de détention Saharonim et Givon participent à des ateliers sur l'identification des victimes de la traite des êtres humains, dirigés par l'unité nationale de lutte contre la traite auprès du Ministère de la justice. De plus, tous les membres du personnel responsables de l'incarcération de jeunes suivent une formation spécialisée qui met l'accent sur les spécificités des jeunes, et les directives et dispositions particulières du droit israélien et du droit international concernant les mineurs.

Le Service de la population et de l'immigration

340. Le personnel du Service de la population et de l'immigration auprès de l'Unité de détermination du statut de réfugié suit une formation de quatre semaines qui traite de sujets directement liés aux réfugiés et demandeurs d'asile, notamment la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, les conventions relatives aux droits de l'homme et les lois israéliennes appropriées, ainsi que la sensibilisation à la traite des êtres humains. Cette formation, mise au point conjointement par le Ministère de l'intérieur, le HCR, l'Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS) et le Département de la sécurité du territoire des États-Unis, a été menée à bien pour la première fois en 2009.

341. Les juges des tribunaux exerçant un contrôle des conditions de détention suivent des formations spécialisées portant notamment sur les questions de la détention, la traite des êtres humains, la procédure de dépôt d'une demande d'asile et la détention des mineurs. Pour des exemples de ces séminaires et formations, se reporter à l'annexe n° I (p. 29).

Écoles mixtes, éducation bilingue, et établissements judéo-arabes

342. Dans le paragraphe 19 de ses observations finales relatives aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël, le Comité a encouragé la mise en place d'un système d'écoles mixtes accueillant des élèves juifs et arabes, afin de promouvoir la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les citoyens israéliens. D'après les données fournies par le Ministère de l'éducation, il existe 420 établissements scolaires juifs qui sont également fréquentés par des élèves arabes, bédouins et druzes (dans plusieurs d'entre eux, le nombre d'élèves arabes dépasse celui des élèves juifs). En outre, 35 établissements bédouins, 109 établissements arabes, et quatre établissements druzes accueillent des élèves juifs.

Projets visant à favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les nations

343. L'orchestre judéo-arabe est constitué de 20 jeunes musiciens âgés de 15 à 25 ans originaires de diverses régions d'Israël. Son répertoire mêle Orient et Occident, tout comme les instruments utilisés, qui vont de l'oud et du kanoun au violoncelle et au violon. En sus des concerts organisés à travers le pays, l'orchestre s'est produit entre autres au Musée de l'islam, au festival de l'oud, au festival « Sons du désert », lors de la fête de la musique en Israël, ou encore lors d'une rencontre de la Ligue contre la diffamation organisée dans la résidence de l'Ambassadeur des États-Unis. L'orchestre privilégie les spectacles dans des villes arabes, et jusqu'à présent des tournées ont eu lieu en Allemagne, à Chypre, en Croatie, en Espagne, aux Pays-Bas, et en Slovaquie.

344. Pour des renseignements sur le Centre Peres pour la paix, le centre Givat Haviva et d'autres programmes, se reporter au quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.

B. Culture

Activités sportives

Prévention des manifestations de violence, d'hostilité et de racisme dans les sports

345. La loi sur l'interdiction de la violence lors des manifestations sportives, promulguée pour favoriser le déroulement pacifique et sûr des rencontres sportives en élargissant la définition de manifestation raciste, facilitant la formation des agents de sécurité et de sûreté, et accroissant leurs responsabilités et pouvoirs, est entrée en vigueur le 12 août 2008. Cette loi a été modifiée le 17 décembre 2014 (modification n° 1). En application de cette modification, si un membre de la police a pris des mesures d'exclusion ou d'interdiction à l'encontre d'une personne dans le cadre d'une manifestation sportive et que cette personne a enfreint ces mesures ou, dans un délai de 180 jours, enfreint l'article 17 (1) de la loi, à savoir qu'elle a agi de manière violente ou perturbé l'ordre public lors d'une manifestation sportive, si elle est soupçonnée d'avoir commis une infraction liée au sport, ou si elle n'a pas respecté l'ordre d'un policier ou d'un huissier, elle peut être exclue d'une manifestation sportive. Toujours suite à cette modification, si une personne enfreint ces mesures ou l'une de ses conditions, un membre de la police peut ordonner son exclusion de certaines manifestations sportives ou lui en interdire l'accès pendant une période supplémentaire de 60 jours maximum. Si elle a fait preuve de violence ou perturbé l'ordre public lors d'une manifestation sportive, ou si elle est soupçonnée d'avoir commis une infraction liée au sport, l'exclusion ou l'interdiction d'accès peut être prolongée de 90 jours supplémentaires au maximum.

346. En outre, la modification n° 1 de cette loi entraîne l'ajout de l'article 16 A, selon lequel quiconque agresse une personne dans le cadre d'une manifestation sportive est passible de trois ans d'emprisonnement maximum.

347. Mesures administratives. En 2015, le Ministère de la culture et des sports a mis sur pied une équipe professionnelle dirigée par son Directeur général pour examiner les affaires de violence dans le sport. Sur les recommandations de cette équipe, une unité de police a été créée pour lutter contre les actes de violence et d'hostilité lors des manifestations sportives. Son objectif est de recueillir et d'utiliser des renseignements en vue de prévenir les incidents violents avant l'arrivée des fans sur le terrain, ainsi que pendant et après les matchs.

348. Pour des données statistiques sur les dossiers d'enquête et leur état d'avancement, notamment les affaires comportant un mobile fondé sur la race, il convient de se reporter aux tableaux n° 17 à 20 dans l'annexe n° I à ce rapport.

349. Pour tout complément d'information concernant les activités culturelles, notamment les programmes, budgets et mesures de l'administration, se reporter à l'article 5 ci-dessus.

Jurisprudence

350. Pour une jurisprudence en la matière, se reporter à la partie I de l'annexe n° II à ce rapport (p. 18).

C. Information

Le rôle des médias publics dans la diffusion de l'information pour lutter contre les préjugés raciaux

L'Office israélien de radiodiffusion

351. L'Office israélien de radiodiffusion s'emploie résolument à encourager la tolérance et l'égalité parmi les enfants et les adolescents. Il fait valoir l'importance de l'impartialité et

l'égalité entre les races, couleurs de peau, origines ethniques et nationalités. Il diffuse divers films et programmes télévisés et radiophoniques sur des thèmes tels que le pluralisme religieux, la coexistence entre populations juive et arabe, les enfants en général et ceux souffrant de handicap, les enfants d'immigrants, les enfants de travailleurs étrangers, etc.

352. Ces dernières années, l'Office a diffusé plusieurs films qui traitent de la population éthiopienne en Israël, dont « Ktefayim rokdor » (« La danse des épaules ») et « Betzet Yisrael » (« Quand Israël est parti »). Il a également acheté un film et des séries télévisées qui dépeignent sous un angle favorable la communauté arabe dans le pays (la série « Le scénariste », par exemple).

353. Par ailleurs, l'Office a renforcé sa coopération avec la chaîne arabe et lui fournit des émissions, des films et une série à destination de la population arabe (principalement des comédies et drames, avec leurs traductions en arabe).

354. L'accent est également mis sur la lutte contre le racisme et la ségrégation communautaire parmi les jeunes. Des bulletins d'information relatent chaque jour des faits de discrimination sociale, judiciaire et raciale ainsi que les efforts entrepris pour accroître la sensibilisation à ce sujet.

355. Le service de l'Office chargé des émissions diffusées à l'intention des nouveaux immigrants et de l'étranger assure ses programmes dans un grand nombre de langues, parmi lesquelles l'amharique, l'anglais, l'espagnol, le français, le ladino, le russe et le yiddish. Ce service aborde un large éventail de thèmes ayant trait à l'interdiction de la discrimination raciale, aux droits de l'homme, à l'égalité, et aux questions juridiques liées à la discrimination raciale.

Le deuxième Office de télévision et de radio

356. Les franchiseurs du deuxième Office de télévision et de radio n'ont de cesse d'aborder des thèmes relatifs aux droits de l'homme et des questions liées aux interdictions en matière de discrimination. Ces thématiques figurent très régulièrement dans les magazines et programmes d'actualités, et tout un chacun, quels que soient sa région, son groupe de population et ses conditions socio-économiques, bénéficie de la possibilité de s'exprimer.

357. En outre, depuis 2012, le deuxième Office publie systématiquement les coordonnées du Commissaire public chargé des plaintes, qui traite les doléances notamment liées aux contenus inappropriés et au comportement des employés. Celles-ci sont examinées dans un délai raisonnable et le requérant reçoit une réponse lui indiquant l'issue de sa plainte. Le rapport annuel du Commissaire inclut des exemples de réponses aux plaintes et les mesures prises.

Le rôle des médias dans la diffusion des droits de l'homme

358. Pour plus d'informations à ce sujet, se reporter aux quatorzième à seizième rapports périodiques d'Israël.